

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers d'Héma-Québec présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

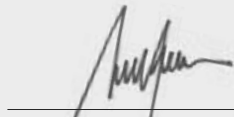
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Héma-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

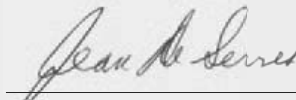
Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers d'Héma-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport d'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le Comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Guy Larrenière, CPA, CMA, M.B.A.
Vice-président à l'administration et aux finances



Jean De Serres, M.D., M. Sc., M.B.A.
Président et chef de la direction

Montréal, le 12 juin 2013

RAPPORT ANNUEL 2012-2013
États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Héma-Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans

le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

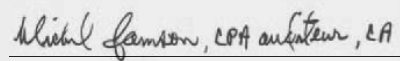
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Héma-Québec au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et pertes de réévaluation, de la variation de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 12 juin 2013

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013
(en milliers de dollars)

	2013 BUDGET	2013 RÉEL	2012 RÉEL
REVENUS			
Produits sanguins	324 474	324 749	302 312
Subventions du gouvernement du Québec	36 005	34 216	34 077
Tissus humains	3 421	2 712	2 467
Sang de cordon	450	1 838	197
Intérêts	148	384	322
Autres	2 451	2 330	2 583
	366 949	366 229	341 958
CHARGES (note 4)			
Produits stables	204 065	208 643	190 976
Produits labiles	140 286	130 292	126 757
Autres services	22 598	23 724	21 216
	366 949	362 659	338 949
EXCÉDENT LIÉ AUX ACTIVITÉS (avant l'élément suivant)			
	–	3 570	3 009
Crédits aux centres hospitaliers du Québec relatifs à l'exercice précédent (note 5)	–	(3 009)	(2 957)
EXCÉDENT ANNUEL LIÉ AUX ACTIVITÉS	–	561	52
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS, AU DÉBUT			
		3 924	3 872
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS, À LA FIN		4 485	3 924

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013**
(en milliers de dollars)

	2013	2012
GAINS (PERTES) DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	–	–
Dérivés (note 15)	(4 011)	
Solde redressé	(4 011)	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	794	
Cours du change	(398)	
Montant reclassé aux résultats		
Dérivés	4 011	
Gains de réévaluation nets de l'exercice	396	
GAINS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, À LA FIN	396	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

123

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2013
 (en milliers de dollars)

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 365	17 807
Débiteurs (note 6)	3 832	2 551
Stocks destinés à la vente (note 7)	44 876	33 813
Dérivés (note 15)	794	–
	79 867	54 171
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	49 170	28 125
Subventions reportées du gouvernement du Québec	5 566	7 709
Avance du gouvernement du Québec, sans intérêt	10 818	7 937
Dettes (notes 9 et 10)	42 536	38 509
Passif au titre des prestations constituées (note 11)	7 479	7 839
	115 569	90 119
DETTE NETTE	(35 702)	(35 948)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 12)	37 320	37 290
Frais payés d'avance (note 13)	1 987	1 246
Frais reportés (note 14)	1 276	1 336
	40 583	39 872
EXCÉDENT CUMULÉ	4 881	3 924
L'EXCÉDENT CUMULÉ EST CONSTITUÉ DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :		
Excédent cumulé lié aux activités	4 485	3 924
Gains de réévaluation cumulés	396	–
	4 881	3 924
Obligations contractuelles (note 16)		
Éventualités (note 17)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Martine Carré, M.A.
 Présidente du conseil d'administration



René Carignan, CPA, CA
 Président du Comité de vérification

**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013**
(en milliers de dollars)

	2013 BUDGET	2013 RÉEL	2012 RÉEL
EXCÉDENT ANNUEL LIÉ AUX ACTIVITÉS	–	561	52
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 077)	(5 866)	(3 592)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 938	5 367	5 165
Abandon d'un projet d'immobilisations en cours	–	–	367
(Gain) perte sur disposition et cession d'immobilisations corporelles	–	(82)	21
Produit de cession d'immobilisations corporelles	–	551	4
	(1 139)	(30)	1 965
Acquisition des frais payés d'avance	–	(4 096)	(3 086)
Utilisation des frais payés d'avance	–	3 355	3 132
Amortissement des frais reportés	63	60	60
	63	(681)	106
Gains de réévaluation nets de l'exercice	–	396	–
Diminution (augmentation) de la dette nette	(1 076)	246	2 123
DETTE NETTE, AU DÉBUT	(35 948)	(35 948)	(38 071)
DETTE NETTE, À LA FIN	(37 024)	(35 702)	(35 948)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013
(en milliers de dollars)**

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel lié aux activités	561	52
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 367	5 165
Abandon d'un projet d'immobilisations en cours	–	367
(Gain) perte sur disposition et cession d'immobilisations corporelles	(82)	21
Amortissement des frais reportés	60	60
Perte de change non réalisée	–	91
	5 906	5 756
Variation des actifs et des passifs		
(Augmentation) diminution des débiteurs	(1 281)	388
Augmentation des stocks destinés à la vente	(11 063)	(182)
(Augmentation) diminution des frais payés d'avance	(741)	46
Augmentation des créditeurs et charges à payer	20 528	1 239
Diminution des subventions reportées du gouvernement du Québec	(2 143)	(720)
Augmentation de l'avance du gouvernement du Québec	2 881	3 643
Diminution du passif au titre des prestations constituées	(360)	(81)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	13 727	10 089
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 349)	(3 828)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	551	4
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(4 798)	(3 824)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette	8 300	2 725
Remboursement de la dette	(4 273)	(4 679)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4 027	(1 954)
Perte de change non réalisée sur trésorerie et éléments hors caisse du fonds de roulement libellés en monnaie étrangère	(398)	(91)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	12 558	4 220
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, AU DÉBUT	17 807	13 587
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, À LA FIN	30 365	17 807
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES		
Intérêts versés	1 241	1 384
Intérêts reçus	392	324
Acquisition d'immobilisations corporelles financée par les créditeurs et charges à payer	858	341

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Héma-Québec, créée le 26 mars 1998 par lettres patentes émises en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., chapitre C-38), a continué son existence en vertu de la *Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance* (L.Q. 1998, chapitre 41). Héma-Québec est une personne morale à but non lucratif qui a pour mission de fournir avec efficacité des composants et substituts sanguins, des tissus humains et du sang de cordon sécuritaires, de qualité optimale et en quantité suffisante pour répondre aux besoins de la population québécoise; d'offrir et de développer une expertise, des services et des produits spécialisés et novateurs dans les domaines de la médecine transfusionnelle et de la greffe de tissus humains. Héma-Québec fonctionne dans un environnement réglementé conformément aux exigences de la *Loi fédérale sur les aliments et drogues* et sous licence de la Direction des produits biologiques et thérapies génétiques de Santé Canada. En vertu de sa loi constitutive, Héma-Québec n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Héma-Québec utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (l'ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers d'Héma-Québec, conformément aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations, la provision pour équité salariale ainsi que le passif au titre des prestations constituées. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec – relativement aux activités suivantes : tissus humains, cellules souches, sang de cordon, Laboratoire de référence, banques d'yeux et le produit Synagis – sont comptabilisés lorsque les transferts sont autorisés et que les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints. Les transferts sont constatés à titre de revenu sauf, et dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique d'Héma-Québec consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des éléments d'actifs financiers, de passifs financiers ainsi que les dérivés. Leur évaluation dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût
Clients et autres débiteurs	Coût
Fournisseurs, salaires et vacances à payer	Coût
Avance du gouvernement du Québec	Coût
Dérivés	Juste valeur
Dettes	Coût après amortissement

Héma-Québec utilise les instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change. Les gains et les pertes latents sur les contrats de change sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains ou pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Stocks destinés à la vente

Les stocks destinés à la vente se composent des stocks de produits sanguins, labiles et stables, et de tissus humains. Ils sont évalués au moindre du coût et de la valeur recouvrable, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur recouvrable correspond au prix de vente estimatif moins les charges de ventes variables qui s'appliquent.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

PASSIFS

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Régimes d'avantages sociaux des salariés

Héma-Québec offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par Héma-Québec et les participants des régimes. Elle offre également à ses salariés, regroupés sous « autres régimes », certains avantages postérieurs à l'emploi ainsi que, pour certains retraités, des avantages d'assurance maladie et d'assurance vie.

Le coût des avantages de retraite est déterminé par le coût net des avantages pour les services rendus de l'exercice, le coût net des services passés de l'exercice découlant d'une modification, l'amortissement des gains et pertes actuariels ainsi que les intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées moins le rendement prévu des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des prestations constituées est présenté dans l'état de la situation financière et représente, à la fin de l'exercice, la différence entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

131

Les obligations au titre des prestations constituées et le coût des avantages pour les services rendus de l'exercice sont calculés de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, les taux d'inflation, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ des salariés et l'évolution des coûts des soins de santé.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de cinq ans.

Les modifications apportées aux régimes entraînent un coût des services rendus antérieurement et est constaté comme charge dans l'exercice au cours duquel la modification a été apportée.

Les gains actuariels ou pertes actuarielles résultent, entre autres, de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement prévu de ces actifs, de l'écart entre l'expérience du régime et les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées, ainsi que des modifications à ces hypothèses. Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés participants.

Conversion des devises

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées au taux de change mensuel moyen. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière tandis que les éléments non monétaires sont évalués au taux de change mensuel moyen historique. Les fluctuations du cours du change donnent lieu à des gains ou des pertes de change qui sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains ou pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers d'Héma-Québec sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, aux taux suivants :

Bâtiment	4 %
Améliorations physiques	5 % et 10 %
Améliorations locatives	durée du bail
Matériel roulant	10 % et 20 %
Machinerie et équipement	10 % et 20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %
Logiciels informatiques	33 1/3 %
Progiciels informatiques	20 %

Les immobilisations en cours de construction ou en développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values sont passées en charges de l'exercice courant à l'état des résultats et aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée ultérieurement.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2012, Héma-Québec a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA) pour le secteur public.

Chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers »

Héma-Québec a adopté les recommandations du chapitre SP 1201 intitulé « Présentation des états financiers ». Ce chapitre exige la présentation des gains et pertes de réévaluation dans un nouvel état financier. De plus, l'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière et les informations exigées sont présentées dans les états financiers.

Chapitre SP 2601, « Conversion des devises »

Héma-Québec a adopté les recommandations du chapitre SP 2601 intitulé « Conversion des devises ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit comptabiliser jusqu'à la période de règlement les gains et pertes de change dans l'état des gains et pertes de réévaluation plutôt que dans l'état des résultats. De plus, les états financiers de l'exercice antérieur y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Chapitre SP 3410, « Paiements de transfert »

Héma-Québec a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement du Québec par Héma-Québec, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties le transfert créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers d'Héma-Québec.

Chapitre SP 3450, « Instruments financiers »

Héma-Québec a adopté les recommandations du chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Selon ce nouveau chapitre qui établit les normes de comptabilisation et d'évaluation de tous les types d'instruments financiers y compris les dérivés, une entité doit fournir dans les états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer l'importance des instruments financiers sur sa situation et sa performance financière de même que la nature et l'ampleur des risques en découlant au cours de la période et à la date de clôture ainsi que de la façon dont on gère ces risques. Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des trois catégories d'évaluation : juste valeur, coût ou coût après amortissement. De plus, les états financiers des exercices antérieurs, y compris les informations présentées aux fins de comparaison, ne sont pas retraités. Les informations exigées sont présentées à la note 15.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

4. CHARGES PAR CENTRE D'ACTIVITÉ

				2013	2012
	PRODUITS STABLES	PRODUITS LABILES	AUTRES SERVICES	TOTAL	TOTAL
Produits stables	203 215	–	–	203 215	173 406
Salaires et charges sociales	341	79 110	9 622	89 073	85 178
Fournitures médicales et de collecte	549	29 998	7 697	38 244	35 366
Immeuble et locaux	4	9 004	133	9 141	8 768
Services achetés	1 878	(1 013)	4 829	5 694	5 864
Amortissement des immobilisations corporelles	8	4 937	422	5 367	5 165
Transport et livraison	43	4 120	186	4 349	4 466
Publicité et relations publiques	1	3 751	182	3 934	4 248
Perte de change	3 467	227	–	3 694	5 014
Intérêts sur dette à long terme	–	1 255	–	1 255	1 383
Assurances	–	760	–	760	1 014
Autres intérêts et frais de banque	–	201	–	201	237
(Gain) perte sur disposition et cession d'immobilisations corporelles	–	(92)	10	(82)	21
Autres charges	22	8 676	1 032	9 730	9 466
Sous-total	209 528	140 934	24 113	374 575	339 596
Plasma pour fractionnement *	10 595	(10 595)			
Variation des stocks **	(11 480)	(47)	(389)	(11 916)	(647)
Total	208 643	130 292	23 724	362 659	338 949

* Certains coûts de plasma pour fractionnement sont encourus en ce qui a trait aux produits labiles et réalloués aux produits stables sur la base des coûts encourus. La répartition des coûts est effectuée en fonction des unités expédiées.

** La variation des stocks inclut les produits labiles, les produits stables, les tissus humains et le plasma pour fractionnement.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

**5. CRÉDITS AUX CENTRES HOSPITALIERS DU QUÉBEC RELATIFS À
L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

Les tarifs budgétaires pour l'ensemble des produits sanguins sont déposés annuellement auprès de SigmaSanté qui est l'organisme de gestion de l'approvisionnement en commun désigné par le ministre de la Santé et des Services sociaux conformément à la section VI de la *Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance*. Après consultation auprès du Comité de gestion de l'approvisionnement et du financement (CGAF), les tarifs budgétaires sont entérinés par SigmaSanté. Le CGAF est un comité consultatif pour la Direction de la biovigilance, qui elle-même relève de la Direction générale des services de santé et médecine universitaire. Le CGAF a pour rôle de faire des recommandations portant sur les questions financières et comptables entourant l'approvisionnement en produits sanguins.

À la fin de chaque exercice financier, Héma-Québec effectue un ajustement des tarifs budgétaires afin de refléter une meilleure estimation des tarifs finaux pour les produits sanguins vendus aux centres hospitaliers du Québec. À l'intérieur d'un délai de six mois suivant la fin de l'exercice financier, Héma-Québec effectue une reddition de comptes auprès de SigmaSanté et du CGAF en vue de l'approbation des tarifs finaux.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

6. DÉBITEURS

	2013	2012
Taxes de vente	1 761	1 621
Clients	1 450	677
Autres débiteurs	621	253
	3 832	2 551

7. STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

	2013	2012
Produits stables	32 703	23 527
Plasma pour fractionnement	5 162	4 042
Produits labiles	3 547	3 499
Matériel de collecte	2 105	1 758
Tissus humains	818	429
Matériel de laboratoire	541	558
	44 876	33 813

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2013	2012
Fournisseurs	36 313	19 229
Salaires, vacances à payer et charges sociales	9 880	7 946
Subvention du gouvernement du Québec	2 000	–
Revenus reportés	977	950
	49 170	28 125

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

9. FACILITÉS DE CRÉDITS

Héma-Québec est autorisée par le ministre de la Santé et des Services sociaux à instituer un régime d'emprunts en vertu de l'article 78 de la *Loi sur l'administration financière*. Ce régime d'emprunts permet à Héma-Québec d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier. Le montant autorisé pour le régime prenant fin le 31 mars 2013 était de 33 000 et le montant autorisé pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2015 vise à combler les besoins n'excédant pas 62 000 (solde emprunté de 38 797 au 31 mars 2013 et de 34 197 au 31 mars 2012). Les emprunts prévus dans le cadre de ces régimes servent principalement au financement des découverts bancaires, à l'acquisition et au renouvellement d'actifs, au renouvellement de prêts et à la mise en place de projets visant l'amélioration de la sécurité des produits. Les conditions d'emprunts se font à des taux similaires ou équivalents à ceux du gouvernement du Québec.

Héma-Québec dispose aussi d'une marge de crédit rotative de 15 000 auprès d'une institution financière dont les conditions peuvent être modifiées au gré de la banque. Cette marge de crédit est remboursable à tout moment et n'est pas utilisée en date du 31 mars 2013 et 2012.

10. DETTES

	2013	2012
Emprunts remboursables par des versements mensuels de 310 (capital seulement), à taux fixes variant de 1,40 % à 4,57 %, échéant entre 2015 et 2023	14 003	7 735
Emprunts remboursables par des versements mensuels de 188 (capital seulement), à taux fixes variant de 2,62 % à 5,17 %, renouvelables entre 2016 et 2020 et échéant entre 2020 et 2030	28 533	30 774
	42 536	38 509

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

10. DETTES (SUITE)

Les remboursements en capital de la dette au cours des prochains exercices reflètent l'hypothèse du renouvellement aux mêmes conditions :

2014	8 734
2015	5 748
2016	4 179
2017	3 152
2018	2 980
2019 et suivantes	17 743

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

Héma-Québec a plusieurs régimes à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, qui garantissent à la plupart des salariés le paiement des prestations de retraite et d'avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi.

Les régimes de retraite ont fait l'objet d'évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2011. Les obligations au titre des prestations constituées présentées au 31 mars 2013 et le coût des avantages de retraite pour l'exercice financier 2013 sont une extrapolation basée sur la dernière évaluation actuarielle. Après les évaluations actuarielles, certaines modifications ont été apportées aux hypothèses actuarielles et des modifications ont également été apportées aux régimes afin d'augmenter les taux de cotisations salariales. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont fondés sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années précédant le départ à la retraite. Ils prévoient également pour les rentes en paiement une indexation partielle en fonction de l'inflation.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Les autres régimes d'avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle en date du 31 mars 2013 afin de déterminer les obligations au titre des prestations constituées et le coût des avantages de retraite à cette date.

Héma-Québec a également des régimes à cotisations déterminées dont l'engagement est limité à la valeur totale des comptes individuels des participants en vertu des régimes.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés participants soit 12 ans pour le régime de retraite des employés syndiqués, 13 ans pour le régime de retraite des employés non syndiqués, 6 ans pour le régime supplémentaire, 15 ans pour les régimes d'assurance vie et des soins médicaux et 2 ans pour les avantages postérieurs à l'emploi.

OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES

	2013		2012	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	139 677	6 771	115 837	5 695
Coût des avantages pour services rendus	10 349	2 526	8 880	2 504
Intérêts débiteurs sur l'obligation	7 754	155	7 100	175
Prestations versées	(5 294)	(2 465)	(3 243)	(2 249)
Coût des modifications de l'exercice	222	–	419	–
Perte actuarielle (gain)	(2 367)	(879)	10 684	646
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	150 341	6 108	139 677	6 771

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

ACTIFS AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES

	2013		2012	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Valeur liée au marché des actifs, au début de l'exercice	120 975		108 366	
Cotisations versées par l'employeur	9 458		7 029	
Cotisations versées par les employés	4 225		3 672	
Rendement prévu sur les actifs	6 884		6 725	
Prestations versées	(5 294)		(3 243)	
Perte actuarielle sur les actifs	(1 055)		(1 574)	
Valeur liée au marché des actifs, à la fin de l'exercice	135 193		120 975	

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	2013		2012	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Valeur liée au marché des actifs	135 193	–	120 975	–
Obligation au titre des prestations constituées	150 341	6 108	139 677	6 771
Situation financière – déficit	(15 148)	(6 108)	(18 702)	(6 771)
Pertes actuarielles nettes non amorties (gain)	13 782	(5)	16 760	874
Passif au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	(1 366)	(6 113)	(1 942)	(5 897)

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

CLASSIFICATION DES PASSIFS INSCRITS DANS LES ÉTATS FINANCIERS D'HÉMA-QUÉBEC

	2013	2012
Régimes de retraite	1 366	1 942
Autres régimes	6 113	5 897
Total du passif au titre des prestations constituées	7 479	7 839

Tous les régimes d'Héma-Québec présentent des obligations au titre des prestations constituées qui excèdent les actifs.

VALEUR MARCHANDE DES ACTIFS AU 31 MARS (RÉGIMES À PRESTATIONS DÉTERMINÉES)

	2013		2012	
Actions	88 240	65%	71 105	61%
Obligations	41 489	30%	39 715	34%
Autres	7 189	5%	6 535	5%
Total	136 918	100%	117 355	100%

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

RENDEMENT RÉEL SUR LES ACTIFS (RÉGIMES DE RETRAITE)

	2013	2012
Rendement prévu des actifs	6 884	6 725
Rendement réel des actifs	5 829	5 151
Perte actuarielle sur les actifs	(1 055)	(1 574)
Taux de rendement réel	4,66 %	4,60 %

COÛT DES AVANTAGES DE RETRAITE

	2013		2012	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Coût net des avantages pour services rendus	6 124	2 526	5 208	2 504
Amortissement des pertes actuarielles	1 666	–	516	–
Coût des modifications de l'exercice	222	–	419	–
Coût au titre des avantages	8 012	2 526	6 143	2 504
Intérêts débiteurs sur l'obligation	7 754	155	7 100	175
Rendement prévu des actifs	(6 884)	–	(6 725)	–
Charge d'intérêt au titre des avantages de retraite	870	155	375	175
Coût au titre des avantages	8 882	2 681	6 518	2 679

143

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

11. DESCRIPTION DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

	2013		2012	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des prestations constituées au 31 mars				
Taux d'actualisation	5,50 %	3,00 %	5,50 %	3,10 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation	2,50 %	–	2,50 %	–
Coût des prestations pour les exercices clos le 31 mars				
Taux d'actualisation	5,50 %	3,10 %	6,00 %	4,20 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,50 %	–	6,00 %	–
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	3,50 %	3,50 %

Les hypothèses des facteurs démographiques concernant la mortalité sont basées sur 95 % de la Table UP 1994 variant selon le sexe, projetée de façon générationnelle avec l'échelle AA, avec majoration de l'échelle AA : 110 % hommes et 120 % femmes pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (Table UP 1994 variant selon le sexe, projetée en 2015 avec l'échelle AA pour l'exercice clos le 31 mars 2012).

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2013							
	TERRAIN	BÂTIMENT, AMÉLIORATIONS PHYSIQUES ET LOCATIVES	MACHINERIE, MATÉRIEL ROULANT ET ÉQUIPEMENT	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	LOGICIELS ET PROGICIELS INFORMATIQUES	TOTAL
Coût des immobilisations							
Solde d'ouverture	2 140	38 497	20 334	4 282	6 204	9 749	81 206
Acquisitions	–	1 039	661	7	2 441	1 718	5 866
Dispositions	–	–	(632)	–	(209)	(84)	(925)
Solde de clôture*	2 140	39 536	20 363	4 289	8 436	11 383	86 147
Amortissement cumulé							
Solde d'ouverture	–	15 312	12 231	3 681	5 018	7 674	43 916
Charges d'amortissement	–	2 009	1 510	231	957	660	5 367
Incidence des dispositions	–	–	(165)	–	(207)	(84)	(456)
Solde de clôture	–	17 321	13 576	3 912	5 768	8 250	48 827
Valeur nette	2 140	22 215	6 787	377	2 668	3 133	37 320

2012							
	TERRAIN	BÂTIMENT, AMÉLIORATIONS PHYSIQUES ET LOCATIVES	MACHINERIE, MATÉRIEL ROULANT ET ÉQUIPEMENT	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	LOGICIELS ET PROGICIELS INFORMATIQUES	TOTAL
Coût des immobilisations							
Solde d'ouverture	2 140	38 021	19 336	4 261	6 725	9 165	79 648
Acquisitions	–	476	1 365	89	711	951	3 592
Dispositions	–	–	(367)	(68)	(1 232)	–	(1 667)
Abandon	–	–	–	–	–	(367)	(367)
Solde de clôture*	2 140	38 497	20 334	4 282	6 204	9 749	81 206
Amortissement cumulé							
Solde d'ouverture	–	13 260	10 898	3 494	5 532	7 209	40 393
Charges d'amortissement	–	2 052	1 675	255	718	465	5 165
Incidence des dispositions	–	–	(342)	(68)	(1 232)	–	(1 642)
Solde de clôture	–	15 312	12 231	3 681	5 018	7 674	43 916
Valeur nette	2 140	23 185	8 103	601	1 186	2 075	37 290

* Les coûts cumulés des travaux en cours au 31 mars 2013 s'élèvent à 1 811 dont 1 460 dans la catégorie logiciels et progiciels informatiques et 351 dans la catégorie bâtiment, améliorations physiques et locatives (713 au 31 mars 2012 inclus dans la catégorie logiciels et progiciels informatiques).

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

13. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

	2013	2012
Taxes municipales et scolaires	566	558
Contrat de support et de licences informatiques	526	205
Assurances	467	108
Autres	428	375
	1 987	1 246

14. FRAIS REPORTÉS

En vertu d'un bail emphytéotique, Héma-Québec a payé une somme initiale de 1 875 afin d'obtenir le droit d'occuper les lieux de l'Université Laval pour une période de trente ans échéant en 2034. L'amortissement de la période est de 60 (60 en 2012) et a été imputé aux résultats sous le regroupement « Autres charges ». L'amortissement cumulé selon la méthode linéaire est de 599 (539 en 2012).

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de son exploitation, Héma-Québec est exposée à divers risques financiers détaillés ci-après. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur sa performance.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie à un instrument financier manque à une obligation ou à un engagement conclu avec Héma-Québec. Les instruments financiers d'Héma-Québec qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la contrepartie est une banque à charte canadienne jouissant d'une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation nationales.

Le risque de crédit imputable aux clients et autres débiteurs est limité puisque les principales créances sont afférentes à la vente de sang de cordon et de tissus humains ou de services principalement à des organismes publics inclus dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec ou à la reclassification de soldes débiteurs afférents à des charges à payer.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des instruments financiers d'Héma-Québec exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé et totalise 32 436 (18 737 en 2012). Aucun de ces instruments financiers n'est déprécié et la direction estime que la qualité du crédit de tous les instruments qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance est bonne à la date des états financiers.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'Héma-Québec ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières. Héma-Québec gère activement le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières. Au 31 mars 2013, les échéances contractuelles des passifs financiers étaient les suivants :

	2014	2015	2016 ET SUIVANTES
Fournisseurs, salaires et vacances à payer	44 439		
Avance du gouvernement du Québec	10 818		
Intérêts sur la dette à payer	102		
Dettes	8 734	5 748	28 054
Total des instruments financiers non dérivés	64 093	5 748	28 054
Instruments financiers dérivés	(794)		
Total des instruments financiers	63 299	5 748	28 054

Risque de marché

Risque de taux d'intérêt :

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie selon les fluctuations des taux d'intérêts. Les emprunts à long terme et à court terme, s'il y a lieu, sont à taux fixes. Puisqu'Héma-Québec n'a pas l'intention de les rembourser avant l'échéance, le risque de taux d'intérêt est minime.

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Une augmentation ou une diminution des taux d'intérêt de 0,5 % (0,5 % au 31 mars 2012) n'aurait aucune incidence sur l'excédent annuel lié aux activités et sur les gains et pertes de réévaluation pour les exercices clos le 31 mars 2013 et 2012.

Risque de change :

Dans le cours normal de son exploitation, Héma-Québec réalise ses achats de produits stables essentiellement en dollars US et est donc exposée aux fluctuations des devises.

Héma-Québec s'est dotée d'une politique de gestion de risque de change et a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change notamment par contrats de change. Afin de gérer le risque de change afférent à l'achat de produits stables, de fournitures médicales et de collecte, Héma-Québec s'est engagée à acheter des devises américaines pour couvrir 90 % de ses besoins estimés en devises, par 26 contrats de change pour un montant de 142 000 au taux de 1,01041 pour la période du 4 avril 2013 au 18 mars 2014 (en 2012, 26 contrats de change pour un montant de 142 000 au taux de 1,02575 pour la période du 2 avril 2012 au 21 mars 2013).

Au 31 mars 2013, des gains latents sur les contrats de change au montant de 794 sont comptabilisés à l'état des gains et pertes de réévaluation (pertes évaluées à 4 011 au 31 mars 2012) et ils sont évalués en fonction de l'écart entre les taux d'achat des devises selon les contrats de change et le taux de 1,016 non ajusté coté sur un marché actif pour des instruments identiques, au 31 mars 2013 (0,9975 au 31 mars 2012).

149

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers libellés en devises étrangères :

	2013	2012
DEVICES US		
Encaisse	4 306	2 721
Créditeurs et charges à payer	20 970	4 090
DEVICES EUR		
Créditeurs et charges à payer	–	5

Une variation du cours du dollars américain de 3 % (4 % en 2012), correspondant à la volatilité observée sur le marché au cours des 12 derniers mois, n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités et sur les gains et pertes de réévaluation en s'appuyant sur les actifs et passifs financiers libellés en devises étrangères détenus par Héma-Québec à la date des états financiers.

Hiérarchie des évaluations en juste valeur :

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur est composée uniquement des dérivés, qui sont par ailleurs classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations en juste valeur (la juste valeur des dérivés étant établie en fonction du prix non ajusté coté sur un marché actif pour des actifs financiers identiques).

Notes complémentaires aux états financiers
Exercice clos le 31 mars 2013
 (en milliers de dollars)

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Héma-Québec s'est engagée par des baux à long terme échéant à diverses dates au cours des vingt-trois prochaines années pour ses locaux d'exploitation et administratifs. Les baux pour les locaux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Les charges de loyers de l'exercice clos le 31 mars 2013 s'élèvent à 2 342 (2 275 en 2012) pour les locaux. Les paiements minimums futurs relatifs aux baux à long terme s'établissent comme suit :

2014	2 221
2015	1 923
2016	1 910
2017	1 684
2018	1 665
2019 et suivantes	25 394

17. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, Héma-Québec est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision adéquate au montant de 77 a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats. La provision est établie en fonction des sommes réclamées, plus les frais afférents et/ou les estimés probables de règlements, selon les cas.

RAPPORT
DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec ainsi que l'ensemble des renseignements financiers contenus dans le présent Rapport annuel sont la responsabilité de la Direction et sont approuvés par le Conseil d'administration. Les états financiers consolidés ont été dressés par la Direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des décisions de la Régie de l'énergie relatives au transport et à la distribution de l'électricité. Ils comprennent des montants déterminés d'après les meilleures estimations et selon le jugement de la Direction. L'information financière présentée ailleurs dans le Rapport annuel est conforme à celle qui est fournie dans les états financiers consolidés.

La Direction maintient un système de contrôles internes qui comprend la communication aux employés des règles d'éthique et du *Code de conduite* d'Hydro-Québec dans le but, notamment, d'assurer une gestion intégrée des ressources ainsi qu'une conduite ordonnée des affaires. Ce système a pour objet de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est pertinente et fiable et que les biens d'Hydro-Québec sont convenablement comptabilisés et protégés. Un processus de vérification interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures d'Hydro-Québec. Des recommandations découlant de ce processus sont ensuite soumises à la Direction et au Comité de vérification.

Le Conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés principalement par l'entremise de son Comité de vérification, composé uniquement d'administrateurs indépendants, qui n'exercent pas une fonction à plein temps au sein d'Hydro-Québec ni dans l'une de ses filiales. Il incombe au Comité de vérification de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière d'Hydro-Québec, de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie, et de recommander au Conseil d'administration l'approbation des états financiers consolidés. Le Comité de vérification rencontre la Direction, le vérificateur interne et les auditeurs indépendants afin de discuter des résultats de leurs audits et des constatations qui en découlent quant à l'intégrité et à la qualité de la présentation de l'information financière et quant au fonctionnement du système de contrôles internes d'Hydro-Québec. Le vérificateur interne et les auditeurs indépendants ont librement et pleinement accès au Comité de vérification, en présence ou non de la Direction.

Les états financiers consolidés des exercices 2012 et 2011 ont été audités conjointement par le Vérificateur général du Québec, KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. et Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

/s/ Michael L. Turcotte

Président du Conseil d'administration

/s/ Thierry Vandal

Président-directeur général

/s/ Lise Croteau

Vice-présidente –
Comptabilité et contrôle

Montréal, Québec

Le 22 février 2013

Au Ministre des Finances du Québec,

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Hydro-Québec, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, des flux de trésorerie et du résultat étendu pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DES AUDITEURS

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Hydro-Québec aux 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que de ses résultats d'exploitation consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

/s/ KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

/s/ Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.²

/s/ Michel Samson, CPA auditeur, CA

Vérificateur général du Québec par intérim

Montréal, Québec

Le 22 février 2013

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120220

2. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109499

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre
En millions de dollars canadiens

	Notes	2012	2011
Produits	3	12 228	12 245
Charges			
Exploitation		2 356	2 410
Achats d'électricité et de combustible		1 283	1 154
Amortissement	4	2 415	2 603
Taxes	5	997	864
		7 051	7 031
Résultat d'exploitation		5 177	5 214
Frais financiers	6	2 441	2 528
Résultat provenant des activités poursuivies		2 736	2 686
Activités abandonnées	7		
Résultat d'exploitation		(59)	(75)
Radiation des immobilisations corporelles en cours		(990)	–
Dépréciation des actifs de la centrale nucléaire		(827)	–
Résultat provenant des activités abandonnées		(1 876)	(75)
Résultat net		860	2 611

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre
En millions de dollars canadiens

	Note	2012	2011
Solde au début de l'exercice		14 618	13 965
Résultat net		860	2 611
		15 478	16 576
Dividende	18	645	1 958
Solde à la fin de l'exercice		14 833	14 618

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre
En millions de dollars canadiens

Notes

		2012	2011
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 183	1 377
Placements temporaires		609	1 102
Clients et autres débiteurs	16	1 838	1 744
Instruments dérivés	16	1 052	1 322
Actifs réglementaires	2	22	18
Matériaux, combustible et fournitures		178	236
		5 882	5 799
Immobilisations corporelles	8	57 174	56 901
Actifs incorporels	9	2 241	2 187
Placements	10	134	124
Instruments dérivés	16	1 269	1 313
Actifs réglementaires	2	18	21
Autres actifs	11	3 799	3 292
		70 517	69 637
PASSIF			
Passif à court terme			
Emprunts		19	52
Créditeurs et charges à payer		2 078	2 099
Dividende à payer	18	645	1 958
Intérêts courus		835	862
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	12	178	12
Instruments dérivés	16	663	261
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	13	694	1 025
		5 112	6 269
Dette à long terme	13	42 555	40 744
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	12	774	528
Instruments dérivés	16	1 816	2 098
Autres passifs à long terme	14	1 003	883
Dette à perpétuité	15	275	281
		51 535	50 803
CAPITAUX PROPRES	18		
Capital-actions		4 374	4 374
Bénéfices non répartis		14 833	14 618
Cumul des autres éléments du résultat étendu		(225)	(158)
		14 608	14 460
		18 982	18 834
		70 517	69 637
Engagements et éventualités	22		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration,

/s/ Jacques Leblanc

Président du Comité de vérification

/s/ Michael L. Turcotte

Président du Conseil d'administration

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre
En millions de dollars canadiens

	Notes	2012	2011
Activités d'exploitation			
Résultat net		860	2 611
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Amortissement	4	2 429	2 623
Amortissement des primes, escomptes et frais d'émission relatifs aux titres d'emprunt		286	148
Radiation d'immobilisations corporelles en cours	7	990	—
Dépréciation des actifs de la centrale nucléaire	7	827	—
Autres		(95)	107
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	20	(94)	170
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	21	(435)	(498)
		4 768	5 161
Activités d'investissement			
Ajouts aux immobilisations corporelles		(3 673)	(3 508)
Ajouts aux actifs incorporels		(259)	(306)
Encaissements du remboursement gouvernemental relatif à la tempête de verglas de 1998		8	7
Cession nette de placements temporaires		506	128
Autres		97	(4)
		(3 321)	(3 683)
Activités de financement			
Émission de dette à long terme		2 327	4 574
Remboursement de dette à long terme		(1 326)	(2 867)
Encaissements découlant de la gestion du risque de crédit	16	5 320	3 898
Décaissements découlant de la gestion du risque de crédit	16	(4 962)	(3 933)
Variation nette des emprunts		(38)	31
Dividende versé		(1 958)	(1 886)
Autres		(2)	(2)
		(639)	(185)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(2)	4
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		806	1 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		1 377	80
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		2 183	1 377
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie	20		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 décembre
En millions de dollars canadiens

	2012	2011
Résultat net	860	2 611
Autres éléments du résultat étendu		
Variation des gains reportés (pertes reportées) sur les éléments désignés comme couvertures de flux de trésorerie	192	(113)
Reclassement aux résultats des gains reportés sur les éléments désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(259)	(272)
	(67)	(385)
Résultat étendu	793	2 226

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

Les montants indiqués dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Selon la loi qui la régit, Hydro-Québec a pour objets de fournir de l'énergie et d'œuvrer dans le domaine de la recherche et de la promotion relatives à l'énergie, de la transformation et de l'économie de l'énergie, de même que dans tout domaine connexe ou relié à l'énergie. Hydro-Québec doit notamment assurer l'approvisionnement en électricité patrimoniale tel qu'il a été établi par la Loi sur la Régie de l'énergie et qui correspond à un volume maximal annuel de référence de 165 TWh pour le marché québécois. À titre de société d'État, Hydro-Québec est exonérée de l'impôt sur le revenu au Canada.

NOTE 1

Principales conventions comptables

En septembre 2010, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a autorisé les entités à tarifs réglementés à reporter la mise en œuvre des Normes internationales d'information financière (IFRS) au 1^{er} janvier 2012 ou au début du premier exercice ouvert à compter de cette date. En mai 2012, le CNC a statué que ces entités pouvaient bénéficier d'un an de plus pour faire le basculement aux IFRS. Comme elle pouvait se prévaloir de ces droits de report, Hydro-Québec a choisi de dresser ses états financiers des exercices 2012 et 2011 conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont présentés à la Partie V du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*, « Normes comptables pré-basculément » (PCGR du Canada). En octobre 2012, le CNC a accordé un délai supplémentaire d'un an à ces mêmes entités pour faire le basculement aux IFRS. Par conséquent, Hydro-Québec pourrait décider de dresser ses états financiers de l'exercice 2013 conformément aux PCGR du Canada.

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec tiennent également compte des décisions de la Régie de l'énergie (la Régie). La prise en compte de ces décisions peut avoir pour effet de modifier le moment où certaines opérations sont comptabilisées dans les résultats consolidés et ainsi donner lieu à la comptabilisation d'actifs et de passifs réglementaires, qu'Hydro-Québec juge probable de pouvoir recouvrer ou régler ultérieurement au moyen du processus d'établissement des tarifs.

RÉGLEMENTATION

La *Loi sur la Régie de l'énergie* accorde à la Régie la compétence exclusive pour fixer ou modifier les tarifs et les conditions auxquels l'électricité est transportée et distribuée par Hydro-Québec. De ce fait, les activités de transport et de distribution d'électricité d'Hydro-Québec au Québec sont réglementées. Selon les dispositions de cette loi, les tarifs sont établis par une décision motivée de trois régisseurs après la tenue d'audiences publiques. Par ailleurs, la loi prévoit que les tarifs sont fixés de manière à permettre le recouvrement du coût de la prestation du service et un rendement raisonnable sur la base de tarification.

La Régie et Hydro-Québec sont comprises dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec. Toutefois, la Régie est un organisme indépendant de régulation économique quasi judiciaire qui rend compte de ses activités à l'Assemblée nationale du Québec par l'intermédiaire du ministre des Ressources naturelles.

Dans la décision D-2012-021, la Régie a autorisé la modification de certaines méthodes comptables aux fins de l'établissement des tarifs du Transporteur et du Distributeur à compter de 2012, afin de les rendre conformes aux IFRS. Ces modifications ont trait à la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon les normes IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, et IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, et des avantages du personnel selon la norme IAS 19, *Avantages du personnel*. De plus, le solde net de l'actif et du passif au titre des prestations constituées a été retiré de la base de tarification.

Transport

Les tarifs de transport d'électricité d'Hydro-Québec des années 2012 et 2011 ont été fixés respectivement par les décisions D-2012-066 et D-2011-061 de la Régie et sont entrés en vigueur respectivement le 1^{er} janvier 2012 et le 1^{er} janvier 2011. Le rendement autorisé sur la base de tarification a été établi à 6,84 % en 2012 et à 7,21 % en 2011. Il est fondé sur une structure de capital présumée comportant 30 % de capitaux propres.

Distribution

Les tarifs d'électricité d'Hydro-Québec ont été fixés par les décisions D-2012-035 et D-2011-036, dans lesquelles la Régie a autorisé des baisses tarifaires uniformes de 0,45 % et de 0,41 %, en vigueur respectivement le 1^{er} avril 2012 et le 1^{er} avril 2011. Le rendement autorisé sur la base de tarification a été établi à 6,80 % en 2012 et à 7,26 % en 2011. Il est fondé sur une structure de capital présumée comportant 35 % de capitaux propres.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Hydro-Québec, de ses filiales et de ses coentreprises ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont Hydro-Québec est le principal bénéficiaire. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la Direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés au titre des actifs et des passifs, sur les informations à fournir concernant les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les estimations concernent notamment les produits, qui comprennent des montants estimés pour l'électricité livrée mais non facturée, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels aux fins du calcul de la charge d'amortissement, les flux de trésorerie, les échéanciers prévus des paiements et les taux d'actualisation utilisés pour déterminer les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ainsi que les avantages sociaux futurs. Ces taux reposent sur des hypothèses actuarielles et économiques. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts pourraient être importants.

PRODUITS

La quasi-totalité des produits provient des ventes d'électricité. Les produits de ces ventes sont comptabilisés à la livraison. Les produits comprennent également certains montants qu'Hydro-Québec est en droit de recevoir de la clientèle ou qu'elle doit remettre à celle-ci ultérieurement. Ces montants concernent notamment l'approvisionnement en électricité postpatrimoniale, les services de transport et les aléas climatiques. Ces éléments donnent lieu à des actifs et passifs financiers qui sont présentés soit dans les postes Clients et autres débiteurs et Autres actifs, soit dans les postes Créditeurs et charges à payer et Autres passifs à long terme, selon leur échéance, laquelle varie de un à cinq ans.

Les autres produits sont comptabilisés lorsque les services sont rendus ou les biens, livrés.

CONVERSION DES DEVISES

Établissements étrangers autonomes

Les états financiers des établissements étrangers autonomes en matière de gestion financière et d'exploitation sont convertis selon la méthode du taux courant, la devise étant utilisée comme unité de mesure. Suivant cette méthode, les éléments d'actif et de passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains ou pertes de change résultant de la conversion des états financiers de ces établissements étrangers sont présentés dans le poste Cumul des autres éléments du résultat étendu, sous la rubrique Capitaux propres du bilan.

Établissements étrangers intégrés et opérations conclues en devises

Dans le cas des établissements étrangers intégrés en matière de gestion financière et d'exploitation ainsi que des opérations conclues en devises, les comptes exprimés en devises sont convertis selon la méthode temporelle. Suivant cette méthode, les éléments monétaires de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les produits et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change résultant de la conversion des éléments monétaires sont inclus dans les résultats à moins qu'ils soient liés à des éléments de couverture de ventes futures en dollars américains, auquel cas ils sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu jusqu'à la période de réalisation de ces ventes.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Leur évaluation au cours des périodes ultérieures et la comptabilisation des variations de leur juste valeur, le cas échéant, dépendent de la catégorie dans laquelle ces instruments sont classés.

Le tableau suivant présente le classement des instruments financiers dans les différentes catégories :

Catégorie	Instruments financiers
Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction	
Désignés	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Classés	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	Placements temporaires
Prêts et créances	Clients et autres débiteurs Remboursement gouvernemental relatif à la tempête de verglas de 1998, présenté sous Autres actifs Débiteurs présentés sous Autres actifs
Autres passifs financiers	Emprunts Créditeurs et charges à payer Dividende à payer Intérêts courus Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an Dette à long terme Créditeurs présentés sous Autres passifs à long terme Dette à perpétuité

Les actifs et passifs financiers font l'objet d'une compensation lorsque certaines conditions sont réunies. Ainsi, le solde net est présenté au bilan lorsqu'Hydro-Québec possède un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Par ailleurs, les contrats à terme sur éléments non financiers qui peuvent faire l'objet d'un règlement sur une base nette sont comptabilisés à la date de règlement s'il est probable qu'il y aura livraison ou réception conformément aux besoins prévus.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les résultats au cours de la période où elles se produisent, à moins qu'il s'agisse d'instruments dérivés désignés comme couvertures dans une relation de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les Autres éléments du résultat étendu jusqu'au moment de leur réalisation ; elles sont alors reclassées dans les résultats. Les intérêts sur ces actifs, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés dans les résultats.

Les prêts et créances, diminués des pertes de valeur, ainsi que les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût après amortissement comprend les coûts de transaction, les primes et les escomptes, le cas échéant. Les intérêts sont comptabilisés dans les résultats.

Dans le cadre de la gestion intégrée des risques d'affaires, Hydro-Québec utilise divers instruments financiers pour gérer son risque de marché, c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt ainsi que le risque lié aux variations du prix de l'aluminium et de l'énergie. Elle applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur aux relations de couverture admissibles. Elle documente en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ce qui consiste notamment à rattacher tous les instruments dérivés soit à des actifs et à des passifs précis présentés au bilan, soit à des opérations futures probables. Hydro-Québec évalue aussi l'efficacité des relations de couverture au moment de leur mise en place, puis tous les mois. De plus, dans le cas des couvertures d'opérations futures, elle évalue régulièrement la probabilité de réalisation de ces opérations désignées comme éléments couverts.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur d'un instrument désigné comme couverture est comptabilisée dans les Autres éléments du résultat étendu, alors que la partie inefficace est immédiatement comptabilisée dans les résultats, dans le poste qui sera touché par l'élément couvert. Les montants comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats, également dans le poste touché par l'élément couvert, au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur les résultats. S'il s'avère qu'un instrument dérivé ne réunit plus les conditions de couverture, s'il est vendu ou liquidé, ou si Hydro-Québec met fin à sa désignation comme élément de couverture, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée de façon prospective. Les gains et les pertes comptabilisés antérieurement continuent d'être reportés en vue d'être reclassés dans les résultats au cours des mêmes périodes que l'élément couvert. Si l'élément couvert cesse d'exister, les gains ou les pertes reportés sont immédiatement reclassés dans les résultats.

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé, y compris celles qui sont liées à la partie inefficace de la relation de couverture, sont comptabilisées dans les résultats, dans le poste touché par l'élément couvert. Les variations compensatoires de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert sont inscrites à titre d'ajustements de la valeur comptable de l'élément couvert et sont comptabilisées en contrepartie dans les résultats.

Principales conventions comptables (suite)

Par ailleurs, un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé à la juste valeur au bilan si certaines conditions sont réunies. Hydro-Québec a opté pour ce traitement comptable à l'égard de tous les contrats hôtes émis, acquis ou substantiellement modifiés à compter du 1^{er} janvier 2003.

Hydro-Québec doit classer les évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- niveau 1 : prix cotés d'instruments identiques sur des marchés actifs;
- niveau 2 : données importantes et inducteurs de valeur importants observables sur des marchés; et
- niveau 3 : une ou plusieurs données importantes ou un ou plusieurs inducteurs de valeur importants qui ne sont pas des données de marché observables.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements temporaires et les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements ayant une échéance d'au plus trois mois à la date d'acquisition. Les placements dont l'échéance est supérieure à trois mois sont présentés dans le poste Placements temporaires.

À l'exception de la trésorerie et des évaluations d'instruments dérivés cotés en bourse, qui sont classées au niveau 1, les évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont classées au niveau 2. Ces évaluations sont obtenues par actualisation des flux de trésorerie futurs, qui sont estimés à partir des taux au comptant ou des taux ou prix à terme (taux de change, taux d'intérêt, prix de l'aluminium ou de l'énergie) en vigueur à la date du bilan et qui tiennent compte de l'évaluation du risque de crédit. Les techniques d'évaluation utilisées font appel à des données de marché observables.

MATÉRIAUX, COMBUSTIBLE ET FOURNITURES

Les stocks de matériaux, de combustible et de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les matériaux, la main-d'œuvre, les autres frais directement attribuables aux activités de construction et les frais financiers capitalisés pendant la période de réalisation des travaux. Est également comptabilisé dans les immobilisations corporelles le coût des avant-projets qui répondent aux critères suivants : la faisabilité technique du projet a été démontrée, sa rentabilité a été évaluée et la Direction juge probable qu'elle disposera des ressources nécessaires pour le réaliser. La valeur actualisée des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles est ajoutée à la valeur comptable de celles-ci. Par ailleurs, les contributions reçues de tiers sont portées en diminution du coût des immobilisations corporelles visées.

Les frais financiers capitalisés aux immobilisations en cours sont établis selon le coût moyen de la dette à long terme d'Hydro-Québec. Les frais financiers capitalisés aux immobilisations en cours liées à des activités réglementées de transport et de distribution tiennent compte des rendements des capitaux propres. La portion correspondant aux rendements des capitaux propres est intégrée aux Produits dans les résultats consolidés.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement débute le mois suivant la date de mise en service. Les périodes d'amortissement pour les principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Production hydraulique	40 à 120 ans
Production thermique	15 à 50 ans
Production nucléaire	15 à 50 ans
Postes et lignes de transport	30 à 70 ans
Postes et lignes de distribution	25 à 60 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 50 ans

À la sortie d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci, déduction faite de l'amortissement cumulé et de la valeur de récupération, est inscrit dans les résultats de l'exercice.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés dans les résultats lorsqu'ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût. Des frais financiers sont capitalisés pendant la période de développement.

Les coûts liés au Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ), ceux des logiciels développés en interne et les frais de développement sont capitalisés lorsqu'ils satisfont aux critères de capitalisation.

Les actifs incorporels qui ont une durée de vie utile indéfinie ne font l'objet d'aucun amortissement. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation, annuellement ou à intervalles plus fréquents si des événements indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est comptabilisé dans les résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée, soit le PGEÉ, les logiciels et licences, les frais de développement et les brevets, sont amortis sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les périodes d'amortissement pour ces actifs sont les suivantes :

PGEÉ	10 ans
Logiciels et licences	3 à 10 ans
Frais de développement	5 ans
Brevets	20 ans

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Hydro-Québec revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et de ses actifs incorporels amortissables lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que les flux de trésorerie nets prévus non actualisés pourraient être inférieurs à la valeur comptable de ces immobilisations et actifs. Le cas échéant, une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est comptabilisée.

PLACEMENTS

Les placements dans les entreprises sur lesquelles Hydro-Québec peut exercer une influence notable sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Ces placements sont initialement comptabilisés au coût, et leur valeur comptable est ensuite augmentée ou diminuée d'un montant équivalant à la quote-part d'Hydro-Québec des variations de l'actif net des entreprises détenues qui surviennent après la date d'acquisition. La quote-part revenant à Hydro-Québec des résultats des entreprises détenues est comptabilisée dans le résultat net. Les dividendes reçus de ces entreprises sont portés en diminution de la valeur comptable de la participation.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Hydro-Québec offre à l'ensemble de son personnel un régime de retraite contributif à prestations déterminées de type fin de carrière ainsi que d'autres avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi.

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à la retraite accordés en échange des services rendus au cours de l'exercice est calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Il est déterminé en fonction d'un taux d'actualisation et repose sur les meilleures estimations de la Direction, notamment quant au rendement prévu des actifs des régimes, à la croissance des salaires, à la croissance des coûts des soins de santé et à l'âge de départ à la retraite des employés. Les actifs des régimes sont évalués à la juste valeur à la date du bilan.

Aux fins de l'établissement du coût des prestations et de ses obligations au titre des régimes d'avantages sociaux futurs, Hydro-Québec a adopté les conventions suivantes :

- Le taux d'actualisation est fondé sur le taux moyen de la courbe des taux d'intérêt à la date de l'évaluation pour des obligations de sociétés canadiennes de qualité supérieure et tient compte des flux de trésorerie prévus rattachés aux obligations au titre des prestations constituées.
- Le coût des services passés découlant des modifications aux régimes et les soldes transitoires relatifs au régime de retraite et aux avantages postérieurs à la retraite au 1^{er} janvier 1999 sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur des périodes n'excédant pas la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. Aux 1^{er} janvier 2012 et 2011, cette durée était de douze ans.
- Un montant au titre de l'amortissement du gain actuariel ou de la perte actuarielle est comptabilisé dans les résultats de l'exercice si le gain actuariel net non amorti ou la perte actuarielle nette non amortie au début de l'exercice excède soit 10 % de la valeur des obligations au titre des prestations constituées, soit 10 % de la valeur liée au marché de l'actif du régime, le plus élevé des deux montants étant retenu. L'amortissement correspond à l'excédent divisé par la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.
- Le rendement prévu des actifs du régime de retraite est fondé sur une valeur liée au marché qui est déterminée par l'application d'une moyenne mobile sur cinq ans, dans le cas des actions, et par l'évaluation à leur juste valeur des autres catégories d'actifs.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Hydro-Québec comptabilise des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans la période au cours de laquelle naissent des obligations juridiques à cet égard, lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les coûts correspondants de mise hors service sont ajoutés à la valeur comptable de l'immobilisation corporelle en cause et sont amortis sur la durée de vie utile de celle-ci. Dans les exercices ultérieurs, toute variation due à l'écoulement du temps est comptabilisée dans les charges d'exploitation de l'exercice courant (charge de désactualisation), et le montant correspondant est ajouté à la valeur comptable du passif. Les variations résultant de révisions de l'échéancier ou du montant des flux de trésorerie non actualisés sont comptabilisées comme une augmentation ou une diminution de la valeur comptable du passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et le coût correspondant de mise hors service est capitalisé comme partie de la valeur comptable de l'immobilisation en cause.

Les flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont établis d'après des études qui tiennent compte de diverses hypothèses sur les moyens à prendre et sur l'échéancier à suivre pour la mise hors service. Hydro-Québec révisé périodiquement l'évaluation de ces obligations en fonction des diverses hypothèses et estimations inhérentes aux calculs, des progrès technologiques éventuels et de l'évolution des normes, lois et règlements applicables.

ENTENTES CONCLUES AVEC DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Hydro-Québec a conclu diverses ententes avec les communautés locales concernées par certains projets d'investissement en immobilisations corporelles. Lorsqu'ils correspondent à la définition d'un passif, les montants relatifs à ces ententes sont comptabilisés dans le poste Dette à long terme, et la contrepartie est comptabilisée dans le poste Immobilisations corporelles. Les montants comptabilisés sont déterminés par actualisation des flux de trésorerie futurs relatifs à ces ententes. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt des obligations d'Hydro-Québec à la date de la comptabilisation initiale. Ultérieurement, dans le cas des ententes dont les flux de trésorerie sont indexés, ces derniers font l'objet d'une réestimation annuelle qui peut entraîner une modification du taux d'actualisation.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, Hydro-Québec effectue diverses opérations commerciales, y compris des ventes d'électricité, avec le gouvernement du Québec et ses organismes ainsi qu'avec d'autres sociétés d'État. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange.

NOTE 2

Effets de la réglementation des tarifs sur les états financiers consolidés

Les informations qui suivent décrivent les effets sur les états financiers consolidés des méthodes et pratiques comptables adoptées par Hydro-Québec conformément aux décisions de la Régie relatives à ses activités réglementées.

ACTIFS RÉGLEMENTAIRES

Coûts liés au déglaceur du poste de Lévis

Par suite de la tempête de verglas de 1998, certains coûts liés à l'installation d'un déglaceur au poste de Lévis pour sécuriser les charges du réseau de transport qui alimente la grande région de Québec ont été comptabilisés dans un compte distinct. Ces coûts sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de la date de mise en service des équipements et sur une période correspondant à la durée de vie utile moyenne restante des actifs ayant fait l'objet des améliorations. Ils ont fait l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement sur la base de tarification autorisé par la Régie jusqu'au moment où ils ont été inclus dans la base de tarification et où a débuté l'amortissement. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans la décision D-2004-175, qui vise les activités de transport d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les coûts auraient été comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés, et le résultat net aurait été augmenté de 1 M\$ en 2012 (1 M\$ en 2011).

Coûts liés au projet d'optimisation des systèmes clientèle

Certains coûts engagés pour la réalisation du projet d'optimisation des systèmes clientèle (OSC) qui n'avaient pas été pris en compte dans l'établissement des tarifs et qui avaient été comptabilisés dans un compte distinct ont été amortis en 2012. Ces coûts ont fait l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement sur la base de tarification autorisé par la Régie, jusqu'au moment où a débuté l'amortissement. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans la décision D-2011-058, qui vise les activités de distribution d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les coûts auraient été comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés, et le résultat net aurait été augmenté de 10 M\$ en 2012 (réduit de 7 M\$ en 2011).

Coûts liés à des projets d'un montant supérieur à 10 M\$ en attente d'autorisation

Les coûts relatifs à des projets d'un montant supérieur à 10 M\$ qui ont été intégrés à une demande tarifaire, mais qui sont en attente d'autorisation au moment où la décision sur la demande tarifaire est rendue, sont comptabilisés dans un compte distinct jusqu'à ce que les projets soient autorisés par la Régie et sont amortis au cours de l'exercice subséquent. Ces coûts font l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement sur la base de tarification autorisé par la Régie jusqu'au moment où débute l'amortissement. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans la décision D-2012-024, qui vise les activités de distribution d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les coûts seraient comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, et le résultat net aurait été réduit de 10 M\$ en 2012 (néant en 2011).

ACTIFS RÉGLEMENTAIRES

	Années prévues d'amortissement	2012	2011
Coûts liés au déglaceur du poste de Lévis	2013-2047	9	10
Coûts liés au projet OSC	–	–	10
Coûts liés à des projets d'un montant supérieur à 10 M\$ en attente d'autorisation ^a	2013	14	4
Autres	2013-2014	17	15
		40	39
Tranche à court terme		22	18
		18	21

a) Ces coûts sont associés au projet de lecture à distance, que la Régie a autorisé dans la décision D-2012-127. En 2011, les coûts afférents à ce projet, d'un montant de 4 M\$, étaient présentés sous Autres ; ils ont été reclassés en fonction de la présentation de l'exercice courant.

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes liés aux actifs réglementaires ci-dessus font l'objet de suivis et d'évaluations périodiques. Lorsqu'Hydro-Québec juge qu'il n'est plus probable que la valeur comptable nette d'un actif réglementaire soit prise en compte dans l'établissement des tarifs futurs, cette valeur est comptabilisée dans les résultats de l'exercice au cours duquel le jugement est formulé.

AUTRES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

En vertu des décisions D-2002-95 et D-2003-93 de la Régie, la compensation octroyée par le gouvernement du Québec relativement à la tempête de verglas de 1998 a été portée en diminution du coût des nouvelles immobilisations corporelles construites. Elle est amortie sur la durée de vie utile restante des actifs sortis, sauf pour la portion équivalant au coût non amorti de ces actifs, qui est amortie sur une période de dix ans. La méthode de l'amortissement linéaire est utilisée dans les deux cas. Si les activités n'étaient pas réglementées, la compensation serait amortie sur la durée de vie utile des nouvelles immobilisations corporelles construites.

Dans les décisions D-2002-95 et D-2004-47, la Régie a prescrit la capitalisation des frais financiers aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels en cours liés à des activités réglementées, selon les taux de rendement autorisés sur les bases de tarification. Ces taux, qui sont établis selon les méthodes

approuvées par la Régie, tiennent compte d'une composante associée au coût de la dette et d'une composante associée au rendement des capitaux propres. Si les activités n'étaient pas réglementées, les frais financiers seraient capitalisés selon le coût moyen de la dette à long terme d'Hydro-Québec.

En vertu des décisions D-2002-95 et D-2003-93 de la Régie, les coûts de démantèlement d'actifs sortis et remplacés, déduction faite de la valeur de récupération, sont ajoutés au coût des nouveaux actifs construits. En vertu de la décision D-2011-039 de la Régie, qui vise les activités de transport d'électricité d'Hydro-Québec, les coûts de remise en état des sites associés aux actifs remplacés sont également ajoutés au coût des nouveaux actifs construits. Si les activités n'étaient pas réglementées, ces coûts seraient comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

En vertu des décisions D-2006-76 et D-2006-76R de la Régie, les contributions reçues pour des projets de déplacement ou de modification de certains actifs du réseau de transport sont comptabilisées dans un compte distinct et portées en diminution des immobilisations corporelles. Ces contributions sont amorties sur la durée de vie utile moyenne des actifs par projet selon la méthode de l'amortissement linéaire. Si les activités n'étaient pas réglementées, les contributions seraient amorties sur la durée de vie utile de chacune des immobilisations corporelles visées.

En vertu des décisions D-2002-25, D-2002-288, D-2003-93 et D-2006-56 de la Régie, les coûts de publicité et de promotion, les frais de représentation, les coûts liés à la formation et les autres frais généraux engagés aux fins du PGEÉ jusqu'au 31 décembre 2011 ont été comptabilisés dans les coûts liés à cet actif incorporel et seront amortis linéairement sur une période de dix ans. Si les activités n'étaient pas réglementées, ces coûts et frais auraient été comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Depuis le 1^{er} janvier 2012, en vertu de la décision D-2012-021 de la Régie, ces coûts sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Enfin, le cadre juridique et réglementaire dans lequel Hydro-Québec exerce ses activités lui confère le droit de recevoir de la clientèle ou l'obligation de remettre à celle-ci, selon le cas, les sommes correspondant à tout écart entre le montant réel de certains éléments spécifiques et le montant prévu dans les dossiers tarifaires. Ces éléments donnent donc lieu à des actifs ou passifs financiers. Ils comprennent l'approvisionnement en électricité postpatrimoniale (décisions D-2005-34, D-2005-132, D-2006-34, D-2007-12 et D-2008-024), l'approvisionnement en combustible (décision D-2009-016), le service de transport pour l'alimentation de la charge locale (décisions D-2003-93, D-2006-34, D-2007-12 et D-2008-024), les aléas climatiques (décisions D-2006-34 et D-2009-016), le service de transport de point à point (décisions D-2007-08 et D-2008-019) et le coût de retraite (décisions D-2011-028, D-2011-039, D-2012-024 et D-2012-059).

NOTE 3

Produits

	2012	2011
Ventes d'électricité	11 736	11 972
Autres	492	273
	12 228	12 245

NOTE 4

Amortissement

	2012	2011
Immobilisations corporelles	2 047 ^a	2 279
Actifs incorporels	241	212
Actifs réglementaires	19	9
Sorties d'immobilisations	108	103
	2 415 ^b	2 603 ^b

a) La révision de la durée de vie utile des immobilisations corporelles réalisée en 2012 a entraîné une diminution de 181 M\$ de la charge d'amortissement de l'exercice. Cette révision a notamment fait passer la période d'amortissement maximale de 100 à 120 ans pour certains actifs liés à la production hydraulique, de 50 à 70 ans pour certains actifs associés aux postes et lignes de transport et de 40 à 60 ans pour certains actifs associés aux postes et lignes de distribution.

b) L'amortissement présenté dans les états consolidés des flux de trésorerie comprend aussi 14 M\$ au titre des actifs liés aux activités abandonnées en 2012 (20 M\$ en 2011).

NOTE 5

Taxes

	2012	2011
Redevances hydrauliques ^a	621	598
Taxe sur les services publics ^b	252	244
Taxes municipales, scolaires et autres	124 ^c	22
	997	864

a) Les redevances hydrauliques payables au gouvernement du Québec ont atteint 617 M\$ en 2012 (593 M\$ en 2011), dont un solde à payer de 23 M\$ au 31 décembre 2012 (83 M\$ au 31 décembre 2011).

b) La taxe sur les services publics est payable au gouvernement du Québec.

c) Y compris un montant de 49 M\$ payable au gouvernement du Québec en vertu de la *Loi instituant le Fonds du Plan Nord* (néant en 2011), dont un solde à payer de 39 M\$ au 31 décembre 2012 qui sera versé par tranches de 10 M\$ par année de 2013 à 2016, ainsi qu'un montant de 37 M\$ payable au gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur l'efficacité et l'innovation énergétiques* (néant en 2011).

NOTE 6

Frais financiers

	2012	2011
Intérêts sur titres d'emprunt	2 576	2 662
Perte nette (gain net) de change	2	(5)
Frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt ^a	197	188
	2 775	2 845
Moins		
Frais financiers capitalisés	306	300
Revenu net de placements	28	17
	334	317
	2 441	2 528

a) Les frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt sont payés au gouvernement du Québec.

NOTE 7

Activités abandonnées

En septembre 2012, la décision a été prise d'abandonner le projet de réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2 et de mettre fin aux activités nucléaires. La centrale a continué de produire de l'électricité jusqu'à la fin de 2012, conformément aux conditions de son permis d'exploitation, après quoi Hydro-Québec a entamé les préparatifs nécessaires à sa mise en dormance en vue de son démantèlement, à l'horizon 2060.

L'abandon du projet de réfection a entraîné la radiation des immobilisations corporelles en cours liées à ce projet, d'une valeur de 990 M\$.

Le résultat d'exploitation de la centrale de Gentilly-2 est présenté au titre des activités abandonnées dans les états consolidés des résultats, et ce, pour tous les exercices visés. Aux fins de la présentation des informations sectorielles, les activités abandonnées relèvent des secteurs Production et Transport.

De plus, comme il est indiqué à la note 12, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les hypothèses clés sur lesquelles étaient fondés les paramètres de calcul et le montant estimé des obligations liées au démantèlement de la centrale à la fin de sa vie utile ont dû faire l'objet d'une révision, notamment en ce qui a trait à la date de début des travaux, qui a été devancée. Cette révision a entraîné une augmentation de 365 M\$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et de la valeur comptable de la centrale.

Par suite de l'abandon du projet de réfection, Hydro-Québec a également dû procéder à un test de dépréciation de tous les actifs liés aux activités nucléaires. La valeur comptable de ces actifs, y compris l'augmentation des obligations liées au démantèlement de la centrale, a été comparée à leur juste valeur, qui a été établie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Une dépréciation de 827 M\$ a été comptabilisée, ce qui a ramené la valeur comptable des actifs liés aux activités nucléaires à zéro.

Le tableau suivant présente le détail du résultat provenant des activités abandonnées :

	2012	2011
Résultat d'exploitation		
Produits	144	147
Charges	203	222
	(59)	(75)
Radiation des immobilisations corporelles en cours	(990)	–
Dépréciation des actifs de la centrale nucléaire		
Immobilisations corporelles ^a	(795)	–
Matériaux, combustible et fournitures	(32)	–
	(827)	–
	(1 876)	(75)

a) Y compris l'augmentation de 365 M\$ des obligations liées au démantèlement de la centrale.

NOTE 8

Immobilisations corporelles

	2012			
	En service	Amortissement cumulé	En cours	Valeur comptable nette
Production				
Hydraulique	40 306	14 850	3 753	29 209
Thermique	784	737	–	47
Nucléaire ^a	2 329	2 329	–	–
Autres ^a	775	478	20	317
	44 194	18 394	3 773	29 573
Transport				
Postes et lignes ^a	25 177	9 322	1 215	17 070
Autres ^a	2 273	1 313	105	1 065
	27 450	10 635	1 320	18 135
Distribution				
Postes et lignes	12 659	5 382	358	7 635
Autres	2 862	1 662	168	1 368
	15 521	7 044	526	9 003
Construction	30	18	1	13
Activités corporatives et autres	1 113	738	75	450
	88 308	36 829	5 695	57 174

a) L'abandon des activités nucléaires a entraîné la comptabilisation de 795 M\$ au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles en service et de 990 M\$ au titre de la radiation des immobilisations corporelles en cours en 2012, comme il est indiqué à la note 7, Activités abandonnées.

	2011			
	En service	Amortissement cumulé	En cours	Valeur comptable nette
Production				
Hydraulique	39 723	14 205	2 857	28 375
Thermique	782	721	–	61
Nucléaire	1 921	1 550	852	1 223
Autres	764	441	15	338
	43 190	16 917	3 724	29 997
Transport				
Postes et lignes	24 478	8 729	806	16 555
Autres	2 248	1 318	104	1 034
	26 726	10 047	910	17 589
Distribution				
Postes et lignes	12 273	5 116	341	7 498
Autres	2 810	1 602	154	1 362
	15 083	6 718	495	8 860
Construction	27	16	1	12
Activités corporatives et autres	1 085	700	58	443
	86 111	34 398	5 188	56 901

NOTE 9

Actifs incorporels

	2012			2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Actifs incorporels						
Amortissables						
PGEÉ	1 548	555	993	1 403	429	974
Logiciels et licences	1 495	949	546	1 392	869	523
Frais de développement	52	28	24	41	23	18
Brevets	23	9	14	22	7	15
	3 118	1 541	1 577	2 858	1 328	1 530
Non amortissables						
Servitudes			382			375
Droits sur les forces hydrauliques			282			282
			664			657
			2 241			2 187

Les ajouts d'actifs incorporels amortissables générés en interne ont totalisé 261 M\$ en 2012 (308 M\$ en 2011).

NOTE 10

Placements

	2012	2011
À la valeur de consolidation		
Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited	115	106
CITEQ inc.	(5)	(5)
	110	101
Autres	24	23
	134	124

NOTE 11

Autres actifs

	Note	2012	2011
Actif au titre des prestations constituées	21	3 380	2 887
Remboursement gouvernemental relatif à la tempête de verglas de 1998 ^a		59	67
Débiteurs ^b		332	238
Autres		28	100
		3 799	3 292

a) Le montant global du remboursement a été réparti en versements de 6 M\$ par trimestre jusqu'au 15 janvier 2010, puis de 3 M\$ par trimestre entre le 15 avril 2010 et le 15 octobre 2019, auxquels s'ajoutera un versement final de 0,4 M\$ le 15 janvier 2020. Ces versements comprennent des intérêts au taux annuel de 7,2 %. La tranche à court terme, qui est présentée dans le poste Clients et autres débiteurs, s'élevait à 9 M\$ au 31 décembre 2012 (8 M\$ au 31 décembre 2011). La juste valeur de cet actif financier, y compris la tranche à court terme, s'élevait à 81 M\$ au 31 décembre 2012 (91 M\$ au 31 décembre 2011).

b) Y compris des actifs de 329 M\$ liés aux écarts entre le montant réel de certains éléments spécifiques et le montant prévu dans les dossiers tarifaires (231 M\$ au 31 décembre 2011). Ces actifs font l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement autorisé par la Régie, de sorte que leur valeur comptable se rapproche de la juste valeur. Ils sont recouverts sur une période de un à cinq ans.

NOTE 12

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les coûts à engager pour le démantèlement de la centrale nucléaire de Gentilly-2, pour l'évacuation du combustible nucléaire irradié généré par l'exploitation de cette centrale ainsi que pour le démantèlement des centrales thermiques et de certains réservoirs à carburant et postes de transport. Par suite de l'abandon du projet de réfection de la centrale

de Gentilly-2 comme il est indiqué à la note 7, Activités abandonnées, les hypothèses clés sur lesquelles étaient fondés les paramètres de calcul et le montant estimé des obligations liées au démantèlement de la centrale à la fin de sa vie utile ont fait l'objet d'une révision qui a eu pour principal effet de devancer le début des travaux de 27 ans.

La valeur comptable globale des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établit comme suit :

	2012			
	Démantèlement de la centrale nucléaire ^a	Évacuation du combustible nucléaire irradié ^a	Démantèlement d'autres immobilisations	Total
Solde au début de l'exercice	208	201	131	540
Passifs engagés	–	12	–	12
Charge de désactualisation	15	18	4	37
Passifs réglés	–	(2)	(5)	(7)
Révision des flux de trésorerie estimatifs et de l'échéancier prévu des paiements	365	–	5	370
Solde à la fin de l'exercice	588	229	135	952
Moins				
Portion à court terme	122	3	53	178
	466	226	82	774

	2011			
	Démantèlement de la centrale nucléaire ^a	Évacuation du combustible nucléaire irradié ^a	Démantèlement d'autres immobilisations	Total
Solde au début de l'exercice	197	187	120	504
Passifs engagés	–	2	19	21
Charge de désactualisation	11	17	6	34
Passifs réglés	–	(1)	(3)	(4)
Révision des flux de trésorerie estimatifs et de l'échéancier prévu des paiements	–	(4)	(11)	(15)
Solde à la fin de l'exercice	208	201	131	540
Moins				
Portion à court terme	–	2	10	12
	208	199	121	528

a) Le gouvernement du Québec a fourni une garantie financière irrévocable d'un montant maximal de 685 M\$ à la Commission canadienne de sûreté nucléaire relativement à l'exécution des obligations d'Hydro-Québec à l'égard des coûts liés au démantèlement de la centrale de Gentilly-2 et à l'évacuation du combustible nucléaire irradié.

Les hypothèses clés sur lesquelles est fondée la valeur comptable des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont les suivantes :

	Démantèlement de la centrale nucléaire	Évacuation du combustible nucléaire irradié	Démantèlement d'autres immobilisations
Flux de trésorerie estimatifs (en dollars constants) nécessaires pour régler les obligations ^a			
Au 31 décembre 2012	1 192	663	172
Au 31 décembre 2011	951	624	173
Échéancier prévu du paiement des flux de trésorerie nécessaires pour régler les obligations			
Au 31 décembre 2012	Entre 2013 et 2062	Entre 2013 et 2164	Entre 2013 et 2092
Au 31 décembre 2011	Entre 2040 et 2071	Entre 2012 et 2164	Entre 2012 et 2092
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit (%)			
Comptabilisation initiale des obligations	6,4	6,4	Entre 1,0 et 6,4
Comptabilisation ultérieure des obligations	Entre 5,0 et 5,7	5,5 et 5,7	Entre 1,2 et 6,1

a) Les taux d'inflation utilisés aux fins de l'établissement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations varient entre 1,9 % et 3,7 %.

NOTE 12

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (suite)

FIDUCIE D'HYDRO-QUÉBEC POUR LA GESTION DES DÉCHETS DE COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE

Le 15 novembre 2002, la *Loi concernant la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire* entrait en vigueur. Cette loi exigeait que les sociétés canadiennes d'énergie nucléaire créent une société de gestion dont le rôle consisterait à recommander au gouvernement du Canada une solution de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié. Elle exigeait également que chaque société d'énergie nucléaire crée un fonds en fiducie afin de financer les coûts liés à la gestion à long terme de ses déchets de combustible nucléaire. En novembre 2005, la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) a soumis son rapport d'étude et a recommandé au gouvernement du Canada une méthode qui a été adoptée en juin 2007.

En octobre 2007, les membres de la SGDN ont entériné une convention qui prévoit notamment une formule de financement des coûts liés à la gestion à long terme de leurs déchets de combustible nucléaire. Cette formule, approuvée par le ministre des Ressources naturelles du Canada en avril 2009, sert à déterminer la quote-part de chaque membre pour les années à venir en fonction du nombre de grappes de combustible nucléaire irradiées produites à une date donnée. Elle tient également compte de la date à laquelle chaque membre prévoit entreprendre l'expédition de grappes de combustible au futur site national d'enfouissement.

Les sommes déposées dans les fonds en fiducie ne peuvent servir qu'au financement de la mise en œuvre de la méthode adoptée par le gouvernement du Canada. Au 31 décembre 2012, les placements détenus par le fonds en fiducie d'Hydro-Québec étaient composés de titres d'Hydro-Québec, dont la juste valeur s'élevait à 112 M\$ (99 M\$ au 31 décembre 2011).

La Fiducie d'Hydro-Québec pour la gestion des déchets de combustible nucléaire est considérée comme une entité à détenteurs de droits variables dont Hydro-Québec est le principal bénéficiaire.

NOTE 13

Dettes à long terme

La dette à long terme est principalement composée d'obligations, de billets à moyen terme et d'autres dettes, dont les passifs afférents aux ententes conclues avec des communautés locales. Le tableau suivant présente la répartition de la dette (y compris la tranche échéant à moins d'un an) au coût après amortissement, selon la monnaie à l'émission et la monnaie

au remboursement. Les swaps et les contrats à terme de devises transigés aux fins de la gestion du risque de change lié à la dette à long terme ont été pris en compte dans l'établissement des pourcentages de la dette selon la monnaie au remboursement.

	2012				2011			
	À l'émission			Au rembour- sement	À l'émission			Au rembour- sement
	En dollars canadiens et en devises	Aux cours de clôture à la date du bilan	%	%	En dollars canadiens et en devises	Aux cours de clôture à la date du bilan	%	%
Dettes d'Hydro-Québec								
Dollars canadiens ^a	33 681	33 681	79	99	32 755	32 755	79	98
Dollars américains	8 757	8 705	20	1^b	8 021	8 148	20	2 ^b
Autres devises								
Euros	60	79	—	—	60	79	—	—
Livres sterling	199	322	1	—	199	314	1	—
Yens	1 000	11	—	—	2 000	26	—	—
		42 798				41 322		
Dettes des filiales								
Dollars américains	14	14	—	—	17	17	—	—
		42 812	100	100		41 339	100	100
Plus								
Ajustement pour le risque de juste valeur couvert		437				430		
		43 249				41 769		
Moins								
Tranche échéant à moins d'un an		694				1 025		
		42 555				40 744		

a) Y compris des dettes autres que des obligations et des billets à moyen terme, pour un montant actualisé de 1 113 M\$ au 31 décembre 2012 (939 M\$ au 31 décembre 2011). Ces dettes ne portent pas intérêt.

b) Dont 100 % couvraient des ventes en dollars américains.

TAUX D'INTÉRÊT

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt, qui tiennent compte du taux d'intérêt contractuel des obligations et des billets à moyen terme, y compris les primes, escomptes et frais d'émission, ainsi que de l'incidence des swaps transigés aux fins de la gestion du risque de change et du risque de taux d'intérêt liés à la dette à long terme :

%				2012	2011
Échéance	Dollars canadiens	Dollars américains	Autres devises	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	2,54	1,72	9,32	2,65	3,34
6 à 10 ans	9,91	9,10	—	9,66	10,22
11 à 15 ans	7,50	8,31	—	8,30	8,60
16 à 20 ans	3,73	9,71	—	7,52	7,64
21 à 25 ans	5,62	—	—	5,62	5,61
26 à 30 ans	5,11	—	—	5,11	5,11
31 à 35 ans	4,89	—	—	4,89	4,89
36 à 40 ans	4,35	—	—	4,35	4,55
41 à 45 ans	—	—	—	—	—
46 à 50 ans	6,53	—	—	6,53	6,53
51 à 55 ans	—	—	—	—	—
Moyenne pondérée	5,18	8,36	9,32	5,54	5,70

Au 31 décembre 2012, la portion de la dette à long terme portant intérêt à un taux variable s'élevait à 9,0 %, ou 9,6 % compte tenu de la dette à perpétuité (6,1 %, ou 6,8 % compte tenu de la dette à perpétuité, au 31 décembre 2011).

JUSTE VALEUR

Au 31 décembre 2012, la juste valeur de la dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an, s'établissait à 58 894 M\$ (57 697 M\$ au 31 décembre 2011). Compte tenu des swaps et des contrats à terme transigés aux fins de la gestion du risque de change et du risque de taux d'intérêt liés à la dette à long terme, elle totalisait 59 471 M\$ (57 958 M\$ au 31 décembre 2011). La juste valeur est obtenue par actualisation des flux de trésorerie futurs et est calculée d'après les taux d'intérêt à terme évalués à partir des taux de clôture à la date du bilan pour des instruments similaires négociés sur les marchés financiers. La fluctuation de la juste valeur s'explique par la sensibilité de cette dernière aux taux d'intérêt en vigueur sur les marchés financiers. Toutefois, l'intention première de la Direction est de conserver ces titres d'emprunt jusqu'à leur échéance.

FACILITÉ ET MARGES DE CRÉDIT

Hydro-Québec a une facilité de crédit non utilisée de 1 640 M\$ US (1 632 M\$), y compris un crédit-relais de 595 M\$ US (592 M\$), qui viendra à échéance en 2013. Tout titre d'emprunt portera intérêt à un taux basé sur le taux inter-bancaire offert à Londres (LIBOR) à l'exception du crédit-relais, qui portera intérêt au taux de base américain. De plus, Hydro-Québec a accès à des marges de crédit non utilisées de 406 M\$, reconduites automatiquement à moins d'avis contraire et portant intérêt au taux préférentiel.

NOTE 14

Autres passifs à long terme

	Note	2012	2011
Passif au titre des prestations constituées	21	847	789
Créditeurs		156	94
		1 003	883

NOTE 15

Dette à perpétuité

Les billets à perpétuité, d'un montant de 275 M\$ (276 M\$ US) au 31 décembre 2012 et de 281 M\$ (276 M\$ US) au 31 décembre 2011, portent intérêt au taux LIBOR majoré de 0,0625 %, établi semestriellement. Ils sont rachetables au gré d'Hydro-Québec. En 2012, aucune tranche n'a été rachetée. En 2011, une tranche de 13 M\$ avait été rachetée sur le marché secondaire et annulée par la suite. Divers instruments dérivés sont utilisés pour atténuer le risque de change lié à cette dette.

Au 31 décembre 2012 et 2011, le taux des billets à perpétuité s'élevait respectivement à 0,8 % et à 0,6 %. Au 31 décembre 2012, la juste valeur de ces billets s'établissait à 232 M\$ (209 M\$ au 31 décembre 2011). La juste valeur est obtenue par actualisation des flux de trésorerie futurs et est calculée d'après les taux d'intérêt à terme évalués selon les taux à la date du bilan pour des instruments similaires négociés sur les marchés financiers.

NOTE 16

Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, Hydro-Québec réalise des opérations qui l'exposent à certains risques financiers tels que les risques de marché, de liquidité et de crédit. Un suivi rigoureux et l'adoption de stratégies comprenant l'utilisation d'instruments dérivés réduisent considérablement l'exposition à ces risques et les impacts sur les résultats.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Hydro-Québec est principalement exposée à trois types de risque de marché, soit le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque du prix de l'aluminium et de l'énergie. Ces trois types de risque font l'objet d'une gestion intégrée active visant à limiter leur incidence sur les résultats, au moyen de mesures d'atténuation ayant pour but de ramener l'exposition à chaque risque à un niveau acceptable.

Le tableau suivant présente les valeurs nominales de référence des swaps et des contrats à terme utilisés aux fins de la gestion des risques associés aux ventes en dollars américains et à la dette, exprimées en dollars canadiens et en devises :

	2012 ^a				2011 ^a
Échéance	1 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 20 ans	Total
Swaps					
Dollars canadiens	286	(2 381)	(2 226)	(2 120)	(6 441)
Dollars américains	76	2 030	1 900	1 800	5 806
Autres devises					
Euros	61	—	—	—	61
Livres sterling	200	—	—	—	200
Yens	1 000	—	—	—	1 000
Contrats à terme					
Dollars américains	2 280	—	—	—	2 280

a) Les données entre parenthèses représentent des montants à déboursier.

Le tableau suivant présente la juste valeur des swaps et des contrats à terme utilisés aux fins de la gestion des risques associés aux ventes en dollars américains et à la dette, exprimée en dollars canadiens :

	2012	2011
Instruments dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie des ventes en dollars américains ^a	217	212
Instruments dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de la dette	(1 802)	(1 817)
Instruments dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur de la dette	507	489
	(1 078)	(1 116)
Instruments dérivés non désignés comme couvertures ^b	920	1 263
	(158)	147

a) Outre ces instruments dérivés, une partie de la dette à long terme, d'une valeur nominale de 351 M\$ US au 31 décembre 2012 (626 M\$ US au 31 décembre 2011), était également désignée comme couverture des flux de trésorerie des ventes en dollars américains.

b) Ces instruments ont été transigés dans le cadre de la gestion des risques d'Hydro-Québec, et 708 M\$ étaient en contrepartie de sommes reçues ou déboursées relativement à des ententes d'atténuation du risque de crédit en 2012 (1 067 M\$ en 2011).

GESTION DES RISQUES À COURT TERME

Risque de change – Hydro-Québec utilise des contrats à terme pour gérer son exposition au risque de change à court terme. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de change est comptabilisée dans le poste touché par l'élément couvert, soit les postes Produits, Achats d'électricité et de combustible ou Frais financiers. Le montant nominal des positions ouvertes sous forme de contrats de vente au 31 décembre 2012 s'élevait à 12 M\$ US (787 M\$ US au 31 décembre 2011).

GESTION DES RISQUES À LONG TERME*Gestion des risques associés aux ventes en dollars américains*

Risque de change – Hydro-Québec utilise des swaps de devises et une portion de la dette en dollars américains pour gérer le risque de change associé aux ventes probables en dollars américains et les désigne comme couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats de ces opérations de couverture est comptabilisée dans le poste Produits.

Gestion des risques associés à la dette

Risque de change et risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des swaps de devises et des contrats à terme pour gérer le risque de change associé à la dette à long terme et à perpétuité ainsi que des contrats à terme et des swaps de taux d'intérêt pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie ou de couvertures de juste valeur, selon le risque couvert. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture de change et de taux d'intérêt de la dette est comptabilisée dans le poste Frais financiers.

Risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des swaps de taux d'intérêt et des contrats de garantie de taux pour gérer le risque de taux d'intérêt à court terme. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque d'intérêt à court terme est comptabilisée dans le poste Frais financiers.

Risque de prix – Hydro-Québec utilise principalement des swaps et des contrats à terme pour gérer le risque lié à la fluctuation du prix de l'aluminium et de l'énergie. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de variation du prix de l'aluminium et de l'énergie est comptabilisée dans le poste touché par l'élément couvert, soit le poste Produits ou le poste Achats d'électricité et de combustible. Pour couvrir son exposition

au risque de variation du prix de l'aluminium et de l'énergie, Hydro-Québec a négocié des instruments dérivés dont les positions ouvertes au 31 décembre 2012 totalisaient 150 000 tonnes d'aluminium (99 900 tonnes au 31 décembre 2011), des swaps d'électricité dont les positions ouvertes au 31 décembre 2012 correspondaient à 17,0 TWh (10,8 TWh au 31 décembre 2011) ainsi que des contrats à terme sur le gaz naturel dont les positions ouvertes au 31 décembre 2012 représentaient 1,4 million de MMBtu (aucune position ouverte au 31 décembre 2011).

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments dérivés utilisés pour la gestion des risques financiers à court terme selon qu'ils sont désignés ou non désignés comme couvertures :

	2012	2011
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(18)	133
Instruments dérivés non désignés comme couvertures	18	(4)
	— ^a	129 ^a

a) Le solde des instruments financiers évalués selon les prix cotés en bourse (niveau 1) compris dans ce montant est nul (3 M\$ en 2011).

EFFET DES COUVERTURES

Effet des couvertures sur les résultats

Effet des couvertures de flux de trésorerie

Au 31 décembre 2012, la perte nette afférente à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée dans les résultats s'élevait à 7 M\$ (3 M\$ au 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, Hydro-Québec estimait à 191 M\$ le montant net des gains compris dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu qui seraient reclassés dans les résultats au cours des douze mois suivants (192 M\$ au 31 décembre 2011).

En 2012, Hydro-Québec n'a reclassé aucun montant du Cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats par suite de l'abandon de la couverture de flux de trésorerie (perte nette de 10 M\$ en 2011).

Au 31 décembre 2012, la durée maximale sur laquelle Hydro-Québec couvrirait son exposition aux variations des flux de trésorerie liées aux opérations futures était de quatre ans (cinq ans au 31 décembre 2011).

Effet des couvertures de juste valeur

Au 31 décembre 2012, le gain net afférent à l'inefficacité des couvertures de juste valeur comptabilisé dans les résultats s'élevait à 11 M\$ (9 M\$ au 31 décembre 2011).

Effet de la réévaluation d'instruments dérivés non désignés comme couvertures

Au 31 décembre 2012, la perte nette comptabilisée dans les résultats par suite de la réévaluation à la juste valeur des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'était pas appliquée s'élevait à 23 M\$ (gain net de 71 M\$ au 31 décembre 2011). Ces instruments sont essentiellement liés à des transactions réalisées dans le cadre de la gestion des risques.

Analyses de sensibilité

Les risques liés aux variations de taux de change, de taux d'intérêt et du prix de l'aluminium et de l'énergie font l'objet d'une gestion intégrée qui vise à limiter leur incidence sur les résultats. La majeure partie des instruments dérivés négociés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie ou de juste valeur et ont donc pour effet de réduire la volatilité des résultats, sauf en ce qui concerne la portion inefficace des couvertures, qui est peu importante. Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme couvertures, mais qui servent néanmoins à couvrir des positions inverses à risque, permettent aussi de réduire la volatilité des résultats. La sensibilité des résultats se limite ainsi à l'exposition nette aux risques ne faisant pas l'objet de couvertures.

Au 31 décembre 2012, si le taux de change (\$ CA/1 \$ US) avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 7 M\$ (8 M\$ au 31 décembre 2011), tandis que les Autres éléments du résultat étendu auraient été respectivement supérieurs ou inférieurs de 166 M\$ (136 M\$ au 31 décembre 2011). L'analyse est basée sur les actifs et les passifs financiers libellés en dollars américains, y compris un montant de trésorerie de 84 M\$ US (124 M\$ US au 31 décembre 2011). Elle tient également compte de l'effet des ventes en dollars américains faisant l'objet de couvertures.

En 2012, si les taux d'intérêt avaient varié de 50 points de base à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 3 M\$ (respectivement supérieur de 11 M\$ ou inférieur de 13 M\$ en 2011), tandis que les Autres éléments du résultat étendu auraient été supérieurs de 85 M\$ ou inférieurs de 88 M\$ (supérieurs de 258 M\$ ou inférieurs de 269 M\$ en 2011).

En 2012, si le prix de l'aluminium avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 1 M\$ (2 M\$ en 2011), compte tenu de l'effet des ventes faisant l'objet de couvertures, et les Autres éléments du résultat étendu auraient été respectivement inférieurs ou supérieurs de 16 M\$ (10 M\$ en 2011).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter les engagements liés à ses passifs financiers.

L'exposition d'Hydro-Québec à ce risque est réduite par : l'importance des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ; un portefeuille diversifié d'instruments très liquides ou facilement convertibles en liquidités, négociés avec des contreparties de grande qualité ; des sources de financement préautorisées ; la qualité de la signature d'Hydro-Québec sur les marchés des capitaux ; la diversification des sources de financement ; la gestion des niveaux de la dette à taux variable et de la dette remboursable en devises.

Par ailleurs, au 31 décembre 2012, un montant de 39 966 M\$ de la dette à long terme, de la dette à perpétuité et des emprunts, diminué du fonds d'amortissement, était garanti par le gouvernement du Québec (39 049 M\$ au 31 décembre 2011).

NOTE 16

Instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente les échéances des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêts et de capital relatifs aux passifs financiers au 31 décembre 2012.

Échéance	Emprunts ^a	Créditeurs et charges à payer	Dividende à payer	Dette à long terme	Instruments dérivés ^b
2013	19	1 746	645	2 988 ^c	820
2014	—	30	—	4 395	167
2015	—	36	—	4 655	285
2016	—	36	—	3 699	152
2017	—	—	—	3 192	105
1 à 5 ans	19	1 848	645	18 929	1 529
6 à 10 ans	—	—	—	18 482	820
11 à 15 ans	—	—	—	9 240 ^c	630
16 à 20 ans	—	—	—	9 602	414
21 à 25 ans	—	—	—	10 324	—
26 à 30 ans	—	—	—	8 366	—
31 à 35 ans	—	—	—	8 747	—
36 à 40 ans	—	—	—	8 504	—
41 à 45 ans	—	—	—	1 692	—
46 à 50 ans	—	—	—	1 299	—
51 à 55 ans	—	—	—	283	—
56 ans et plus	—	—	—	27 270	—
Total	19	1 848	645	122 738	3 393
Valeur comptable	19^d	1 847^{d, e, f}	645^d	43 249^g	2 479

a) Au 31 décembre 2012, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts portant intérêt s'établissait à 1,13 % (1,51 % au 31 décembre 2011).

b) Des ententes conclues avec certaines contreparties pour limiter la valeur de marché de ces instruments financiers pourraient donner lieu à des encaissements ou à des décaissements à des dates différentes des échéances initialement prévues.

c) Certaines dettes sont assorties d'une obligation de constituer un fonds d'amortissement. Un montant de 594 M\$ à cet effet (594 M\$ au 31 décembre 2011) est présenté dans le poste Placements temporaires.

d) En raison de leurs échéances à court terme, la valeur comptable de ces passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

e) Y compris des passifs de 8 M\$ liés aux écarts entre le montant réel de certains éléments spécifiques et le montant prévu dans les dossiers tarifaires (99 M\$ au 31 décembre 2011), qui sont classés dans le poste Créditeurs et charges à payer.

f) De ce montant, 1 746 M\$ sont classés dans le poste Créditeurs et charges à payer et 101 M\$, dans le poste Autres passifs à long terme.

g) Y compris la tranche échéant à moins d'un an.

Les échéances contractuelles de la dette à perpétuité, dont les modalités sont décrites à la note 15, Dette à perpétuité, se traduisent par des flux d'intérêt bisannuels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier ne puisse respecter ses obligations.

Hydro-Québec est exposée au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements temporaires et aux instruments dérivés qu'elle négocie avec des institutions financières. Elle est également exposée au risque de crédit lié aux clients et autres débiteurs, qui résulte principalement de ses opérations courantes de vente d'énergie au Québec et hors Québec. Le risque de crédit est limité à la valeur comptable présentée à l'actif au bilan, qui se rapproche de la juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements temporaires et instruments dérivés

Pour réduire son exposition au risque de crédit, Hydro-Québec traite avec des émetteurs et des institutions financières canadiens et internationaux dont la notation de crédit est élevée. De plus, elle applique des encadrements qui limitent la concentration des risques, de même que divers contrôles de suivi et des limites de crédit par contrepartie. Des ententes préalables lui permettent aussi de limiter la valeur de marché des principaux portefeuilles d'instruments dérivés. Une variation de cette valeur de marché au-delà d'un niveau convenu donne lieu à un encaissement ou à un décaissement. Au 31 décembre 2012, la quasi-totalité des contreparties avec lesquelles Hydro-Québec traitait avait une notation de crédit de A- ou mieux, et aucune d'elles n'avait failli à ses obligations envers Hydro-Québec.

Clients et autres débiteurs

L'exposition au risque de crédit lié aux ventes d'énergie est limitée en raison de la diversité de la clientèle et du grand nombre de clients. La Direction estime qu'Hydro-Québec ne s'expose pas à un risque de crédit important, notamment parce qu'au Québec, les ventes sont facturées à des tarifs qui prévoient le recouvrement des coûts selon les modalités déterminées par la Régie. De plus, Hydro-Québec détient des dépôts de 92 M\$ (82 M\$ au 31 décembre 2011) fournis en garantie par des clients, dont 25 M\$ (21 M\$ au 31 décembre 2011) sont comptabilisés dans le poste Créditeurs et charges à payer et 67 M\$ (61 M\$ au 31 décembre 2011), dans le poste Autres passifs à long terme.

Le tableau suivant présente la valeur par âge des comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses afférente :

	2012	2011
Clients		
Moins de 30 jours ^a	1 368	1 324
30 à 60 jours	41	48
61 à 90 jours	16	20
Plus de 90 jours	137	138
	1 562	1 530
Autres débiteurs^b	276	214
Clients et autres débiteurs^c	1 838	1 744

a) Y compris l'électricité livrée mais non facturée, qui totalisait 1 192 M\$ au 31 décembre 2012 (1 121 M\$ au 31 décembre 2011).

b) Y compris une garantie financière de 60 M\$ (15 M\$ en 2011) couvrant certains instruments dérivés détenus à la fin de l'exercice.

c) Y compris 148 M\$ US (113 M\$ US en 2011) convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan.

En 2012, la provision pour créances douteuses a augmenté de 4 M\$ (34 M\$ en 2011) pour s'établir à 316 M\$ au 31 décembre (312 M\$ au 31 décembre 2011). La provision est établie en fonction d'un pourcentage spécifique jugé approprié pour chaque groupe d'âge des comptes et du statut des dossiers clients.

NOTE 17

Participations dans des coentreprises

La quote-part des composantes des coentreprises incluse dans les états financiers consolidés est présentée dans le tableau ci-après. Ces coentreprises englobent les participations gérées par Hydro-Québec Production et par le groupe – Technologie.

	2012	2011
Résultats		
Produits	143	158
Charges et frais financiers	76	78
Résultat net	67	80
Bilans		
Actif à court terme	27	24
Actif à long terme	645	654
Passif à court terme	14	11
Passif à long terme	12	18
Actif net	646	649
Flux de trésorerie		
Activités d'exploitation	82	97
Activités d'investissement	(7)	(4)
Activités de financement	(68)	(60)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7	33

NOTE 18

Capitaux propres

CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé se compose de 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, dont 43 741 090 actions étaient émises et payées aux 31 décembre 2012 et 2011.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

En vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, les dividendes qu'Hydro-Québec est appelée à verser sont déclarés une fois l'an par le gouvernement du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Pour un exercice financier

donné, le dividende ne peut excéder le surplus susceptible de distribution, équivalant à 75 % du résultat net. Ce calcul est effectué d'après les états financiers consolidés. Toutefois, il ne peut être déclaré pour un exercice donné aucun dividende dont le montant aurait pour effet de réduire à moins de 25 % le taux de capitalisation à la fin de l'exercice. La totalité ou la partie du surplus susceptible de distribution qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration de dividende ne peut plus être distribuée à l'actionnaire sous forme de dividende.

Pour l'exercice 2012, le dividende est de 645 M\$ (1 958 M\$ pour 2011).

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	(158)	227
Variation de l'exercice	(67)	(385)
Solde à la fin de l'exercice	(225)	(158)

NOTE 19

Gestion du capital

Hydro-Québec gère son capital de façon à répondre aux attentes de son actionnaire, à protéger ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un environnement de gestion qui lui permet d'augmenter la valeur à long terme de son actif et de ses capitaux propres, d'assurer sa viabilité financière, de préserver sa capacité de financement et de protéger ses fonds et ses valeurs mobilières.

Outre les capitaux propres, le capital comprend la dette à long terme, la dette à perpétuité, les emprunts et les instruments dérivés.

Hydro-Québec utilise le taux de capitalisation aux fins du suivi de la structure du capital. Elle vise à maintenir un taux de capitalisation d'au moins 25 %.

STRUCTURE DU CAPITAL

	2012	2011
Capitaux propres	18 982	18 834
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	43 249	41 769
Fonds d'amortissement ^a	(594)	(594)
Dette à perpétuité	275	281
Emprunts	19	52
Instruments dérivés	158	(276)
Total	62 089	60 066
Taux de capitalisation (%) ^b	30,6	31,4

a) Le fonds d'amortissement est présenté dans les Placements temporaires.

b) Quotient des capitaux propres par la somme des capitaux propres, de la dette à long terme, de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, de la dette à perpétuité, des emprunts et du passif lié aux instruments dérivés, diminuée de l'actif lié aux instruments dérivés et du fonds d'amortissement.

En 2012, les objectifs de gestion du capital d'Hydro-Québec sont demeurés inchangés par rapport à 2011.

NOTE 20

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

	2012	2011
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Clients et autres débiteurs	(99)	62
Matériaux, combustible et fournitures	25	78
Créditeurs et charges à payer	47	109
Intérêts courus	(67)	(79)
	(94)	170
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie		
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	616	239
Intérêts payés	1 968	2 180

NOTE 21

Avantages sociaux futurs

Le régime de retraite offert par Hydro-Québec (le Régime de retraite) est un régime contributif entièrement capitalisé qui assure des prestations de retraite établies en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen des cinq meilleures années. Ces prestations sont indexées annuellement en fonction du taux le plus élevé entre le taux d'inflation, jusqu'à un maximum de 2 %, et le taux d'inflation réduit de 3 %.

Hydro-Québec offre d'autres avantages postérieurs à la retraite ainsi que des avantages postérieurs à l'emploi. Les avantages postérieurs à la retraite découlent de régimes collectifs d'assurance vie et d'assurance maladie et hospitalisation. Ces régimes sont des régimes contributifs dont les cotisations sont ajustées annuellement. Quant aux avantages postérieurs à l'emploi, ils découlent de régimes d'assurance salaire non contributifs qui fournissent

des prestations d'invalidité de courte et de longue durée. La plupart de ces régimes ne sont pas capitalisés, à l'exception du régime d'assurance salaire invalidité de longue durée, qui est entièrement capitalisé, et du régime d'assurance vie collective supplémentaire, qui est partiellement capitalisé.

Tous les régimes d'Hydro-Québec sont des régimes à prestations déterminées. Les obligations au titre des prestations constituées (évaluées par des actuaires indépendants) et les actifs à la juste valeur de ces régimes sont évalués en date du 31 décembre de chaque année. La plus récente évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation du Régime de retraite date du 31 décembre 2011. À cette date, le taux de capitalisation du régime était de 99,4 %. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2012.

ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES
ET DES ACTIFS DES RÉGIMES À LA JUSTE VALEUR

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2012	2011	2012	2011
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	16 903	14 984	1 061	983
Coût des services rendus	323	281	43	44
Cotisations des employés	134	124	–	–
Prestations versées et remboursements	(756)	(664)	(55)	(53)
Intérêts sur les obligations	839	823	52	53
Perte actuarielle	1 730	1 355	96	34
Solde à la fin de l'exercice	19 173	16 903	1 197	1 061
Actifs des régimes à la juste valeur				
Solde au début de l'exercice	14 897	14 226	68	70
Rendement réel des actifs	1 489	562	2	2
Cotisations des employés	134	124	–	–
Cotisations d'Hydro-Québec	650	649	10	5
Prestations versées et remboursements	(756)	(664)	(12)	(9)
Solde à la fin de l'exercice	16 414	14 897	68	68
Déficit à la fin de l'exercice	(2 759)	(2 006)	(1 129)	(993)
Coût non amorti des services passés	137	185	–	–
Perte actuarielle nette non amortie	6 155	5 013	269	179
(Actif transitoire non amorti) obligation transitoire non amortie	(153)	(305)	13	25
Actif (passif) au titre des prestations constituées	3 380	2 887	(847)	(789)

NOTE 21

Avantages sociaux futurs (suite)

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

En fin d'exercice, la composition des actifs des régimes à la juste valeur était la suivante :

%	Régime de retraite		Autres régimes	
	2012	2011	2012	2011
Obligations	49	50	96	92
Actions	39	37	–	–
Placements immobiliers	11	9	–	–
Autres	1	4	4	8
	100	100	100	100

Les actifs des régimes comportent des titres émis par Hydro-Québec ainsi que par le gouvernement du Québec et certains de ses organismes :

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2012	2011	2012	2011
Obligations	1 189	1 708	65	62

Les frais d'administration facturés par Hydro-Québec au Régime de retraite se sont établis à 14 M\$ en 2012 (12 M\$ en 2011).

SOMMES VERSÉES EN ESPÈCES

Les sommes versées en espèces par Hydro-Québec au titre des régimes d'avantages sociaux sont constituées des cotisations versées aux régimes capitalisés ainsi que des prestations versées aux employés et aux retraités en vertu des régimes non capitalisés. Les sommes versées en espèces se répartissent ainsi :

	2012	2011
Cotisations d'Hydro-Québec		
Régime de retraite	650	649
Autres régimes capitalisés	10	5
Prestations versées		
Régimes non capitalisés	44	43
	704	697

Conformément à l'évaluation actuarielle de capitalisation, Hydro-Québec a versé des cotisations courantes de 256 M\$ en 2012 (263 M\$ en 2011), y compris des cotisations supplémentaires de 83 M\$ (110 M\$ en 2011), pour couvrir le coût des services courants, ainsi qu'une cotisation d'équilibre de 394 M\$ (386 M\$ en 2011) pour combler une partie du déficit actuariel. Les cotisations

d'équilibre versées en 2012 et en 2011 tiennent compte de certaines mesures d'allègement temporaires introduites par la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi*, et notamment du prolongement de la période pour combler le déficit actuariel.

COMPOSANTES DU COÛT CONSTATÉ AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES DE L'EXERCICE

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus ^a	323	281	43	44
Intérêts sur les obligations	839	823	52	53
Rendement réel des actifs	(1 489)	(562)	(2)	(2)
Perte actuarielle	1 730	1 355	96	34
Coût avant les ajustements nécessaires pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	1 403	1 897	189	129
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs	406	(403)	–	(1)
Écart entre la perte actuarielle sur les obligations au titre des prestations constituées et la perte actuarielle constatée	(1 548)	(1 269)	(90)	(28)
Amortissement du coût des services passés	48	50	–	–
Amortissement de (l'actif) l'obligation transitoire	(152)	(152)	12	13
	(1 246)	(1 774)	(78)	(16)
Coût constaté de l'exercice	157	123	111	113

a) Pour le régime d'assurance salaire invalidité de longue durée, le coût des services rendus correspond au coût des nouveaux cas d'invalidité de l'année.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les hypothèses actuarielles suivantes, utilisées pour déterminer les obligations et le coût constaté au titre des prestations constituées des régimes, résultent d'une moyenne pondérée :

%	Régime de retraite		Autres régimes	
	2012	2011	2012	2011
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice				
Taux d'actualisation	4,36	5,01	4,36	5,01
Taux de croissance des salaires ^a	2,25	2,61	–	–
Coût constaté au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice précédent				
Taux d'actualisation	5,01	5,54	5,01	5,54
Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes	6,75	6,75	4,03	4,45
Taux de croissance des salaires ^a	2,61	2,60	–	–

a) Ce taux tient compte de la progression des salaires ainsi que des possibilités de promotion en cours de carrière.

Au 31 décembre 2012, le coût des soins de santé était basé sur un taux de croissance annuel de 5,5 % pour 2013. Par la suite, selon l'hypothèse retenue, ce taux diminuera pour atteindre le taux ultime de 4,8 % en 2030. Une variation de 1 % du taux de croissance aurait eu les incidences suivantes en 2012 :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur le coût des services rendus et des intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées de l'exercice	8	(6)
Incidence sur les obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	94	(72)

NOTE 22

Engagements et éventualités

TRANSACTIONS LIÉES AUX ACHATS D'ÉLECTRICITÉ

Le 12 mai 1969, Hydro-Québec et la Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited [CF(L)Co] ont signé un contrat en vertu duquel Hydro-Québec s'est engagée à acheter la quasi-totalité de l'énergie produite par la centrale des Churchill Falls, d'une puissance nominale de 5 428 MW. Échéant en 2016, ce contrat sera renouvelé automatiquement pour les 25 années suivantes, selon des conditions déjà convenues. Le 18 juin 1999, Hydro-Québec et la CF(L)Co ont conclu un contrat de garantie de disponibilité de 682 MW additionnels de puissance d'hiver, pour la période du 1^{er} novembre au 31 mars, jusqu'en 2041.

Au 31 décembre 2012, Hydro-Québec avait pris des engagements en vertu de 134 contrats d'achat d'électricité auprès d'autres producteurs, qui s'étalent jusqu'en 2052. Ces contrats représentent une puissance d'environ 5 741 MW, et la plupart d'entre eux comportent des clauses de renouvellement. Hydro-Québec s'est également engagée à acheter des droits de transport d'électricité.

Compte tenu de l'ensemble des contrats liés aux achats d'électricité, Hydro-Québec prévoit effectuer les paiements suivants au cours des prochains exercices :

2013	1 182
2014	1 457
2015	1 656
2016	1 760
2017	1 772
2018 et suivants	33 008

GARANTIES

En vertu des modalités spécifiées dans le cadre de l'émission de certains titres d'emprunt à l'extérieur du Canada, Hydro-Québec s'est engagée à majorer le montant des intérêts payés à des non-résidents si des changements étaient apportés aux lois fiscales canadiennes à l'égard de l'impôt sur le revenu de personnes non résidentes. Hydro-Québec n'est pas en mesure d'estimer le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser. Si un tel montant devenait exigible, elle aurait l'option de rembourser la plupart des titres en question. Au 31 décembre 2012, le coût après amortissement des dettes à long terme visées était de 5 427 M\$.

INVESTISSEMENTS

Hydro-Québec prévoit des investissements en immobilisations corporelles et en actifs incorporels de l'ordre de 4,9 G\$ en 2013.

Par ailleurs, Hydro-Québec a conclu diverses ententes avec les communautés locales concernées par certains projets d'investissement en immobilisations corporelles. Les montants relatifs à certaines de ces ententes ne sont pas comptabilisés dans le poste Dette à long terme car, au 31 décembre 2012, les ententes en question ne répondaient pas à tous les critères applicables pour la constatation d'un passif. Ces ententes prévoient le versement de paiements annuels à compter de 2021, pour une durée maximale de 51 ans et pour un montant total de 618 M\$.

LITIGES

Dans le cours normal de ses activités de développement et d'exploitation, Hydro-Québec est parfois partie à des réclamations et poursuites judiciaires. La Direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard de ces litiges. Par conséquent, elle ne prévoit pas d'incidence défavorable de tels passifs éventuels sur la situation financière ni sur les résultats d'exploitation consolidés d'Hydro-Québec.

NOTE 22

Engagements et éventualités (suite)

Entre autres actions en cours, certaines communautés locales ont intenté des recours contre les gouvernements du Canada et du Québec et contre Hydro-Québec basés sur des revendications de droits ancestraux. Ainsi, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam réclament une somme de 1,5 G\$. En juin 2009, ils ont signifié une demande d'injonction visant à faire suspendre les travaux sur le chantier du complexe de la Romaine à laquelle s'est greffée, en mai 2010, une demande d'injonction interlocutoire visant à faire suspendre

les travaux sur les lignes de raccordement du complexe. Par ailleurs, les Innus de Pessamit ont réactivé, en novembre 2006, un recours introduit en 1998 et visant notamment la reconnaissance de droits ancestraux rattachés à des terres du Québec où sont situées certaines installations de production hydroélectrique du complexe Manic-Outardes. Les Innus de Pessamit réclament une somme de 500 M\$. Les procédures judiciaires suivent leur cours, et Hydro-Québec conteste le bien-fondé de tous ces recours.

NOTE 23

Informations sectorielles

Hydro-Québec exerce ses activités dans les quatre secteurs d'exploitation isolables définis ci-après, les secteurs d'exploitation non isolables et autres activités étant regroupés sous la rubrique Activités corporatives et autres aux fins de présentation.

Production : Hydro-Québec Production exploite et développe le parc de production d'Hydro-Québec. Elle réalise également des ventes d'électricité sur les marchés externes ainsi que des activités de courtage dans le domaine de l'énergie. La division fournit à Hydro-Québec Distribution un volume maximal annuel de référence de 165 TWh d'électricité patrimoniale à un prix moyen de 2,79 ¢/kWh. Au-delà de ce volume, elle peut participer aux appels d'offres d'Hydro-Québec Distribution dans un contexte de libre concurrence.

Transport : Hydro-Québec TransÉnergie exploite et développe le réseau de transport d'électricité d'Hydro-Québec. Elle commercialise ses capacités de transit et gère les mouvements d'énergie sur le territoire québécois.

Distribution : Hydro-Québec Distribution exploite et développe le réseau de distribution d'Hydro-Québec et exerce les activités liées à la vente et aux services à la clientèle québécoise de même qu'à la promotion de l'efficacité énergétique. Elle est également responsable de la sécurité de l'approvisionnement en électricité du marché québécois.

Construction : Hydro-Québec Équipement et services partagés et la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ) conçoivent et réalisent des projets de construction et de réfection d'équipements de production et de transport d'électricité. Hydro-Québec Équipement et services partagés est chargée des projets qui se déroulent au Québec, sauf sur le territoire régi par la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*. La SEBJ construit les aménagements de production situés en territoire conventionné (au nord du 49° parallèle) et peut réaliser certains projets à l'extérieur du Québec.

Activités corporatives et autres : Les unités corporatives appuient les divisions dans la réalisation de leurs orientations. Elles comprennent le groupe – Technologie, le groupe – Affaires corporatives et secrétariat général, la vice-présidence – Comptabilité et contrôle, la vice-présidence – Financement, trésorerie et caisse de retraite, la vice-présidence – Ressources humaines ainsi que la direction principale – Centre de services partagés, qui relève d'Hydro-Québec Équipement et services partagés. Le Centre de services partagés est un regroupement de services internes qui dessert l'ensemble de l'entreprise. Ses prestations comprennent notamment l'acquisition de biens et de services, la gestion immobilière, la gestion documentaire ainsi que la gestion du matériel et des services de transport, d'alimentation et d'hébergement.

Les montants présentés pour chacun des secteurs sont fondés sur l'information financière qui sert à l'établissement des états financiers consolidés. Les conventions comptables utilisées pour le calcul de ces montants sont les mêmes que celles qui sont décrites à la note 1, Principales conventions comptables, et à la note 2, Effets de la réglementation des tarifs sur les états financiers consolidés.

Les opérations intersectorielles associées aux ventes d'électricité sont comptabilisées en fonction des tarifs de fourniture et de transport établis conformément aux dispositions de la *Loi sur la Régie de l'énergie*. Le tarif de fourniture y est fixé pour un volume maximal annuel de référence de 165 TWh d'électricité patrimoniale destiné au marché québécois.

Les autres produits ou services intersectoriels sont évalués au coût complet, qui englobe l'ensemble des coûts directement associés à la livraison du produit ou du service.

Hydro-Québec réalise la grande majorité de ses produits au Québec, et la quasi-totalité de ses immobilisations corporelles est rattachée à des activités réalisées au Québec. En 2012, les produits provenant de l'extérieur du Québec se sont élevés à 1 558 M\$, dont 1 138 M\$ des États-Unis (respectivement 1 536 M\$ et 1 172 M\$ en 2011).

Les tableaux suivants présentent de l'information sur les résultats, l'actif et les activités d'investissement par secteurs :

	2012						
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Éliminations inter- sectorielles et ajustements	Total
Produits							
Clients externes	1 416	110	10 654	–	40	8 ^a	12 228
Clients intersectoriels	4 725	2 995	77	2 295	1 410	(11 502)	–
Amortissement	731	917	679	4	84	–	2 415
Frais financiers	1 177	796	444	–	29	(5)	2 441
Résultat provenant des activités poursuivies	1 541	581	503	–	111	–	2 736
Résultat provenant des activités abandonnées	(1 867)	(9)	–	–	–	–	(1 876)
Résultat net	(326)	572	503	–	111	–	860
Actif total	31 066	19 144	13 434	421	6 648	(196)	70 517
Activités d'investissement							
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels							
Avec effet sur la trésorerie	1 511	1 423	874	4	120	–	3 932
Sans effet sur la trésorerie	587	20	9	–	–	–	616

	2011						
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Éliminations inter- sectorielles et ajustements	Total
Produits							
Clients externes	1 409	98	10 676	–	59	3 ^a	12 245
Clients intersectoriels	4 940	2 991	75	2 122	1 400	(11 528)	–
Amortissement	806	969	751	4	76	(3)	2 603
Frais financiers	1 132	859	511	–	30	(4)	2 528
Résultat provenant des activités poursuivies	1 765	429	374	–	115	3	2 686
Résultat provenant des activités abandonnées	(75)	–	–	–	–	–	(75)
Résultat net	1 690	429	374	–	115	3	2 611
Actif total	31 661	18 509	12 983	398	6 317	(231)	69 637
Activités d'investissement							
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels							
Avec effet sur la trésorerie	1 467	1 292	950	5	100	–	3 814
Sans effet sur la trésorerie	208	21	10	–	–	–	239

a) Les opérations de revente des surplus d'approvisionnement réalisées par Hydro-Québec Distribution sur les marchés externes sont présentées en diminution des achats d'électricité plutôt que dans les Produits.

NOTE 24

Données comparatives

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation de l'exercice courant.